



COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 26 JUIN 2018
GEMEENTERAAD VAN 26 JUNI 2018

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Francis Delpéiée, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadshid-Voorzitter* ,
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ,
Serge de Patoul, Damien De Keyser, Pascal Lefèvre, Christophe De Beukelaer, Caroline Peisoons,
Dominique Harmel, Caroline Lhoir, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ,
Willem Diaps, Jean-Claude Laes, Claude Carels, Béatrice de Spilet, Philippe van Cianem, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Françoise de Callatay-Heibriet, Christine Sallé, Priscilla de Bergeyck, Joelle Raskin, Michel Vandecam, Alexia Bertrand, Georges Dallemagne, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vansel, Marina Vamvakas, Sophie Liègeois, Claire Renson-Tihon, Odile Callebaut, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ,
Georges Mathot, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*

Excusé
Verontschuldigd

Alexandre Pirson, *Conseiller communal/Gemeenteraadshid*

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

26.06.2018/A/0001 CC - **Vote des urgences**

LE CONSEIL décide d'examiner les points suivants ne figurant pas à l'ordre du jour de la présente séance

Urgences :

1. CC - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone - Académie de Musique - Engagement à titre temporaire pour une durée de plus de quinze semaines dans une fonction de directeur - Arrêt du profil de fonction - Lancement de l'appel aux candidats
2. CC - Contentieux - Environnement - Nuisances liées au survol aérien de la commune - Jugement du 19.07.2017 - Action devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles - Autorisation d'ester en justice
3. CC - Avenant aux conventions en matière de traitement de données à caractère personnel - S.A. CIVADIS - Protection des données - Conclusion et approbation.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

GR - Dringende zaken

DE RAAD besluit de hiernavermelde punten die niet voorkomen op de dagorde van deze zitting te onderzoeken :

Dringende zaken .

- 1 GR - Franstalig deeltijds secundair kunstonderwijs - Muziekacademie - Tijdelijke aanwerving voor een periode van meer dan vijftien weken in de functie van directeur - Vaststelling van het functieprofiel - Oproep tot kandideren
2. GR - Geschillen - Milieu - Hinder van het overvliegen van de gemeente - Vonnis dd 19.07.2017 - Vordering voor de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel - Toelating om in rechte op te treden
- 3 GR - Aanhangsel bij de overeenkomsten tot de verwerking van persoonsgegevens - N.V. CIVADIS - Bescherming van de gegevens - Afsluiting en goedkeuring

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

26.06.2018/A/0002 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 22.05.2018**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 22.05.2018

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
25 votants · 25 votes positifs.

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 22.05.2018

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ;

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 22.05.2018 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen

Caroline Persoons entre en séance / treedt in zitting.
Caroline Lhour entre en séance / treedt in zitting

Jean-Claude Laes entre en séance / treedt in zitting
Carla Dejonghe entre en séance / treedt in zitting
Sophie Liègeois entre en séance / treedt in zitting
Odile Callebaut entre en séance / treedt in zitting.

26 06 2018/A/0003 **CC - Interpellation citoyenne à la demande de Mme Sonia AHLBRECHT - SORNOM-AI, citoyenne, représentant 24 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins - "Appel du mouvement bruxellois #1bru1vote tendant à obtenir le droit de vote pour tous les résidents bruxellois aux élections régionales du 26 mai 2019"**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Appel du mouvement bruxellois #1bru1vote tendant à obtenir le droit de vote pour tous les résidents bruxellois aux élections régionales du 26 mai 2019"", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil Communal à la demande de Mme Sonia AHLBRECHT - SORNOM-AI, citoyenne, représentant 24 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ;

ENTEND .

1. l'interpellation citoyenne de Mme Sonia AHLBRECHT - SORNOM-AI, citoyenne, représentant 24 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevin(e)s,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil communal,

Je suis très heureuse de m'adresser à vous aujourd'hui au sein du Conseil communal.

J'ai pour ma part le plaisir de résider depuis quinze ans dans notre belle commune de Woluwe-Saint-Pierre. Il y a vingt ans, jeune Française, fraîchement diplômée et forte d'une première expérience de travail à Dublin en Irlande, je suis venue travailler à Bruxelles au sein d'une institution européenne. C'est à Bruxelles que j'ai rencontré mon mari, jeune diplômé allemand également venu travailler dans la Capitale de l'Europe, mais au sein d'une entreprise privée. Nous avons fondé notre foyer à Bruxelles et nos deux filles, âgées respectivement de 14 et 12 ans, véritables Wolusanpétrusiennes, ont fait leurs premiers pas, juste en face d'ici, dans le parc de Woluwe. Notre parcours est loin d'être unique à Bruxelles et, en particulier, à Woluwe-Saint-Pierre. En effet, 1 résident bruxellois sur 3 et près de 37 % des résidents wolusanpétrusiens sont des Bruxellois d'adoption. Parmi les 310 000 résidents non belges de Bruxelles, 220 000 sont des citoyens de l'Union européenne et 90 000 sont des ressortissants de pays tiers. Au mois d'octobre 2018, nous pourrions tous, Belges et non-Belges, citoyens de l'Union et ressortissants de pays tiers résidant depuis cinq ans en Belgique, participer aux élections communales.

En revanche, ces plus de 300 000 résidents non belges de Bruxelles, soit un tiers de la population bruxelloise en âge de voter, seront privés de droit de vote aux élections régionales de mai 2019. Or, c'est précisément au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale, et non au niveau communal, morcelé, que

s'organise véritablement la vie des Bruxellois et que se prennent de multiples décisions importantes, notamment en matière de mobilité et de transports publics, d'urbanisme et de gestion des espaces verts, d'environnement et de qualité de l'air. Nous pensons qu'il est temps de remédier à ce déficit démocratique directement lié au double statut, de ville et de région, de Bruxelles, en accordant le droit de vote aux élections régionales à tous les résidents bruxellois qui en sont actuellement privés, et il ne pourrait y avoir de plus belle occasion ou de plus beau symbole que le trentième anniversaire de la Région de Bruxelles-Capitale en 2019 Bruxelles étant en outre la capitale de l'Union européenne, elle devrait se montrer exemplaire en termes de participation au processus démocratique.

Nous sommes convaincus qu'au même titre que leurs concitadins belges, ces Brusselleirs d'adoption qui vivent, étudient, travaillent, se déplacent et participent à la vie économique, associative et culturelle de la région, apporteront beaucoup à la vie de la communauté régionale si nous leur donnons le droit de s'exprimer.

Nous sollicitons dès lors ce qui suit du Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre :

1 l'adoption d'une résolution favorable à l'extension du droit de vote tel qu'il existe aujourd'hui à tous les résidents de la Région de Bruxelles-Capitale pour les élections régionales du 26 mai 2019

2 l'envoi de cette résolution au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale afin que la Région bruxelloise adopte à son tour une résolution favorable à l'extension du droit de vote à tous ses résidents pour ces mêmes élections.

3 l'envoi de cette résolution au Gouvernement fédéral et/ou à la Chambre des Représentants en vue du dépôt d'un projet et/ou d'une proposition de loi visant à accorder le droit de vote à tous les résidents de la Région de Bruxelles-Capitale pour les élections régionales du 26 mai 2019, et ce dans les plus brefs délais.

Pour votre information, les communes de Forest, Saint-Gilles, Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean, Watermael-Boitsfort et Evere ont déjà adopté une résolution en ce sens et Etterbeek a répondu favorablement à la suite d'une interpellation citoyenne. D'autres communes, dont Bruxelles-Ville, s'apprêtent à en faire de même." ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre, M. Francis DELPERÉE, président, et M. Pascal LEFÈVRE, échevin ,
3. de même que les interventions respectives de Mme Cécile VAINSEL et Mme Marina VAMVAKAS, conseillers communaux.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Cécile Vansel quitte la séance / verlaat de zitting.

26 06.2018/A/0004 **CC - Ordonnance de Police du Conseil communal relative aux élections communales du 14.10.2018 - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et

régionales, notamment les articles 119, 133 alinéa 2 et 135 § 2 ;

Vu en particulier l'article 119bis de la nouvelle loi communale relatif à l'imposition de sanctions administratives pour réprimer les infractions aux règlements et ordonnances de police ;

Vu le Règlement Général de Police de la commune de Woluwe-Saint-Pierre du 22.02.2006, tel que modifié à plusieurs reprises, notamment son article 9 ;

Vu l'ordonnance du 14.05.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du 16.07.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, tel que modifié, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Considérant que des élections communales se dérouleront en date du dimanche 14.10.2018 ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre des mesures afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public pendant la période des élections susmentionnées ;

Considérant que les communes ont pour mission de garantir aux habitants le maintien de la salubrité, de la tranquillité et de l'ordre publics, notamment dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que pour assurer cette mission en période électorale, il importe de prendre diverses mesures en vue de réglementer l'affichage sur la voie publique ;

Qu'il importe d'éviter l'affichage sauvage qui entraîne, outre les dégradations, une pollution visuelle importante qui peut nuire à la sécurité et à la tranquillité publique ;

Vu ce qui précède et afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public ;

Vu l'adoption d'une ordonnance de police inscrite à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande du Collège des Bourgmestre et Echevins et relative aux élections communales du 14.10.2018 ;

Vu l'amendement à ladite ordonnance présenté en séance par Mmes Anne-Charlotte d'URSEL et Alexia BERTRAND, conseillers communaux, au nom du groupe Open-MR ;

Considérant que ledit amendement concerne les panneaux d'affichage électoral réservés aux divers groupes politiques ,

DECIDE, dans le cadre de l'organisation des élections communales qui se dérouleront en date du dimanche 14.10.2018 :

1. à la majorité des votes exprimés contre l'amendement (14 voix contre, 12 voix pour (M. W. DRAPS, M. J.-C. LAES, Mme A. BERTRAND, M. C. CARELS, Mme A.-C. d'URSEL, Mme C. DEJONGHE, Mme C. SALLÉ, M. T. VERHEYEN, M. A. de LAMOTTE, M. A. DE BAUW, Mme S. LIÉGEOIS et Mme O. CALLEBAUT, conseillers communaux) et 4 abstentions (Mme J. RASKIN, conseiller communal, Mme C. LHOIR, M. P. LEFÈVRE et M. S. de PATOUL, échevins) de rejeter l'amendement présenté en séance par Mmes Anne-Charlotte d'URSEL et Alexia BERTRAND, conseillers communaux, au nom du groupe Open-MR ;
2. à la majorité des votes exprimés en faveur de l'ordonnance (18 voix pour, 12 voix contre (M. W. DRAPS, M. J.-C. LAES, Mme A. BERTRAND, M. C. CARELS, Mme A.-C. d'URSEL, Mme C. DEJONGHE, Mme C. SALLÉ, M. T. VERHEYEN, M. A. de LAMOTTE, M. A. DE BAUW, Mme S. LIÉGEOIS et Mme O. CALLEBAUT, conseillers communaux) d'adopter l'ordonnance de police suivante .

Article 1 .

Dans le cadre de l'organisation des élections communales qui se dérouleront en date du dimanche 14.10.2018, l'affichage électoral sur le domaine public sera organisé uniquement par la commune.

L'affichage électoral sur le domaine public sera strictement limité à dater de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et jusqu'au 14.10.2018 inclus.

Aucune affiche ne sera autorisée sur les terrains ou bâtiments relevant des pouvoirs publics, à l'exception de ceux occupés à des fins privées par des personnes physiques.

Sans préjudice des dispositions du règlement général de police et des dispositions du Code de la route, l'affichage électoral est interdit sur :

- L'espace public, à l'exception des panneaux d'affichage prévus à cet effet par l'autorité communale
- Les véhicules automobiles tels que définis à l'article 1 § 2 de l'arrêté royal du 15.03.1968 sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, à l'exception des :
 - Voitures (article 1 § 2 alinéa 2 dudit arrêté royal) sans remorques ni attelages ;
 - Vélos, cycles, triporteurs, cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles, quadricycle (article 1 de l'arrêté royal du 23.03.1998) sans remorques ni attelages.

Les affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et placards seront déposés chez le Secrétaire communal ou auprès de son délégué à cette fin, du lundi au vendredi entre 09:00 et 12:00, excepté les jours fériés et les jours de fermeture de l'administration communale, et seront apposés par les ouvriers communaux, à partir du 10/09/2018, sur les panneaux communaux situés aux emplacements ci-après mentionnés et réservés par les autorités communales à l'apposition d'affiches électorales :

- place Dumon, sur la partie centrale devant l'agence bancaire ING
- avenue Du Jardin, le long de la grille du Centre sportif
- parvis Sainte-Alix, derrière l'église
- place de l'Orée, sur la berme entre le rond-point et le stationnement
- place des Maieurs
- devant l'hôtel communal
- carrefour Atlantique/Franciscains, sur la berme centrale
- avenue des Frères Legrain, à proximité du magasin Carrefour Market
- Place du White Star.

Ces panneaux communaux seront constitués de colonnes de +/- 1,22 m de large qui seront réservés à chaque liste représentée au sein du Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre, de gauche à droite dans l'ordre décroissant du nombre de conseillers sortants de chacune d'entre elle, la dernière colonne de droite étant réservée à d'éventuelles listes non représentées au Conseil communal

Ne sera pas affichée toute affiche dont le contenu est en infraction avec la loi du 30.07.1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou avec la loi du 23.03.1995, tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste

allemand pendant la seconde guerre mondiale

Article 2 :

Les distributions de tracts sur la voie publique seront autorisées à condition que les documents distribués mentionnent clairement l'éditeur responsable et que les distributeurs se chargent de ramasser ceux qui seraient jetés par le public (en application de l'article 18 du Règlement général de police).

Article 3 :

Il est interdit de distribuer des tracts, des photos ou des supports électoraux quelconques à partir du 13.10.2018 à 22:00 jusqu'au 14.10.2018 à 16:00

A l'exception de l'affichage électoral sur le domaine public organisé uniquement par la commune sur les panneaux électoraux communaux, aucune affiche, quel que soit son support, fixe ou mobile, ou apposée dans ou sur un véhicule ou une remorque en stationnement ou en mouvement, aucun autre média fixe ou mobile de publicité électorale visuelle, notamment le port de tout vêtement promotionnel à caractère politique ou tout "homme-sandwich", ne se trouvera sur le domaine public tant en voirie régionale qu'en voirie communale, pendant la même période.

Article 4 :

Sont interdites, tant de jour que de nuit, jusqu'au 14.10.2018 inclus, toute caravane publicitaire ainsi que toute propagande électorale sonore et par haut-parleur.

Article 5 :

Les affiches, les représentations picturales et photographiques, les tracts et les placards destinés à l'affichage, tout matériel destiné à l'affichage et au placement d'inscription, de même que tout matériel de sonorisation, utilisés en contravention avec les dispositions de la présente ordonnance de police, ainsi que tout objet dangereux pour la sécurité publique seront saisis en vue de leur confiscation spéciale, conformément aux articles 42 et 43 du Code pénal

Article 6 :

Sauf autorisation visée à l'article suivant, il est interdit de provoquer sur l'espace public des attroupements de nature à entraver la circulation ou à incommoder les piétons, ainsi que d'y participer.

Article 7 :

Tout rassemblement, manifestation ou cortège, de quelque nature que ce soit, sur l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation du bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone de l'organisateur ou des organisateurs
- l'objet de l'événement
- la date et l'heure prévues pour le rassemblement
- l'itinéraire projeté
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, pour la dislocation du cortège
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs

Le bourgmestre pourra interdire la manifestation à défaut du respect des conditions

fixées

Entre 22.00 et 07.00 et ce jusqu'au 13.10.2018, ainsi que du 13.10.2018 à 22:00 jusqu'au 14.10.2018 à 16:00, il est interdit d'organiser des rassemblements, manifestations ou cortèges, de quelque nature que ce soit.

Article 8 :

1) Tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni d'une amende administrative de maximum 350,00 EUR.

En outre, les documents apposés, en violation des dispositions de la présente ordonnance seront enlevés d'office par le personnel communal habilité ou la police et ce, aux frais, risques et périls des contrevenants (candidats représentés) et, à défaut, aux frais des éditeurs responsables (si celui-ci ne peut être déterminé, aux frais du responsable de la section locale du parti).

2) Les panneaux électoraux ou dispositifs visés dans la présente ordonnance sont assimilés à du mobilier urbain destiné à l'utilité publique. A ce titre, leur destruction ou leur dégradation volontaire notamment par le surcollage d'affiches ou l'ajout d'inscriptions sera sanctionné par les dispositions du Règlement Général de Police s'y rapportant.

Article 9 :

La présente ordonnance de police entre en vigueur immédiatement après sa publication par affichage, à l'endroit habituel de l'affichage des publications officielles.

Article 10 :

La présente ordonnance de police sera publiée conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi Communale par voie d'affichage et sur le site internet de la commune. En outre, des expéditions de la présente ordonnance de police seront transmises à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Gouverneur ff de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, au greffe du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, au greffe du Tribunal de Police de Bruxelles et au chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery.

Le Conseil approuve le projet de délibération

GR - Politieverordening van de Gemeenteraad betreffende de gemeentelijke verkiezingen van 14.10.2018 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikelen 133 alinea 2 en 135 § 2 ,

Gelet in het bijzonder op artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet betreffende het opleggen van administratieve sancties voor het beteugelen van inbreuken op de politiereglementen en -verordeningen ;

Gelet op het Algemeen Politiereglement van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe van 22.04.2006, herhaaldelijk gewijzigd, met name artikel 9 ,

Gelet op de ordonnantie van 14.05.1998 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zoals gewijzigd, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van 16.07.1998 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zoals gewijzigd, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht ;

Overwegende dat de gemeenteraadsverkiezingen zullen doorgaan op datum van zondag 14.10.2018 ;

Overwegende dat het noodzakelijk is maatregelen te nemen om de veiligheid, de rust

en de openbare orde te bewaren gedurende de voornoemde verkiezingsperiode ;
Overwegende dat de gemeenten ten aanzien van de inwoners tot opdracht hebben de gezondheid, de rust en de openbare orde te bewaren in de straten en op openbare plaatsen en gebouwen ;
Overwegende dat, om deze opdracht in verkiezingstijd te vervullen, het van belang is maatregelen te nemen om het aanplakken op de openbare weg te regelen ,
Dat het van belang is het ongebreideld aanplakken dat, onafgezien van de degradaties, een aanzienlijke visuele vervuiling met zich meebrengt, die zowel de veiligheid als de openbare rust kan schaden ;
Gelet op wat voorafgaat en teneinde de veiligheid, de rust en de openbare orde te bewaren ;
Gelet op de goedkeuring van de politieverordening ingeschreven op de agenda van de Gemeenteraad op verzoek van het Collège van Burgemeester en Schepenen en met betrekking tot de gemeenteraadsverkiezingen van 14.10.2018 ,
Gelet op het amendement van voornoemde verordening in zitting voorgesteld door Mwen Anne-Charlotte d'URSEL en Alexia BERTRAND, gemeenteraadsleden, in naam van de groep Open-MR ;
Overwegende dat het in dit amendement gaat over de verkiezingsborden bestemd voor de diverse politieke groepen ;
BESLUIT, in het kader van de organisatie van de gemeenteraadsverkiezingen die zullen doorgaan op datum van zondag 14 10 2018

1. met meerderheid van stemmen uitgebracht tegen het amendement (14 stemmen tegen, 12 stemmen vóór (Dhr W. DRAPS, Dhr. J.-C LAES, Mw. A. BERTRAND, Dhr C. CARELS, Mw. A.-C. d'URSEL, Mw. C. DEJONGHE, Mw. C. SALLÉ, Dhr. T. VERHEYEN, Dhr. A de LAMOTTE, Dhr A DE BAUW, Mw. S. LIÉGEOIS en Mw. O. CALLEBAUT, gemeenteraadsleden) en 4 onthoudingen (Mw. J. RASKIN, gemeenteraadslid, Mw. C. LHOIR, Dhr P. LEFÈVRE en Dhr. S. de PATOUL, schepenen) het amendement inzitting voorgesteld door Mwen Anne-Charlotte d'URSEL en Alexia BERTRAND, gemeenteraadsleden, in naam van de groep Open-MR te verwerpen ;
- 2 met meerderheid van stemmen uitgebracht vóór het amendement (18 stemmen vóór, 12 stemmen tegen (Dhr. W. DRAPS, Dhr. J.-C. LAES, Mw. A. BERTRAND, Dhr. C. CARELS, Mw. A.-C d'URSEL, Mw. C. DEJONGHE, Mw. C. SALLÉ, Dhr. T VERHEYEN, Dhr. A. de LAMOTTE, Dhr. A DE BAUW, Mw. S LIÉGEOIS en Mw O CALLEBAUT, gemeenteraadsleden) volgende politieverordening aan te nemen :

Artikel 1.

In het kader van de organisatie van de gemeenteraadsverkiezingen die zullen doorgaan op datum van zondag 14.10.2018, zal het aanplakken van verkiezingsaffiches op het openbaar domein uitsluitend door de gemeente georganiseerd worden.

Het aanplakken van verkiezingsaffiches op het openbaar domein wordt beperkt vanaf de datum van inwerkingtreding van onderhavige verordening tot en met 14 10.2018.

Geen enkele verkiezingsaffiche zal toegelaten worden op gronden of in gebouwen die vallen onder de bevoegdheid van de openbare bestuursinstellingen, tenzij deze bezet worden door particulieren voor private doeleinden

Onverminderd de bepalingen van het algemeen politiereglement en van de Wegcode, is verkiezingsaanplakking verboden op :

- de openbare ruimte, met uitzondering van de aanplakkingspanelen die daartoe voorzien worden door de gemeentelijke overheid

- de auto's zoals bepaald in artikel 1 § 2 van het koninklijk besluit van 15 03 1968 op de technische eisen waaraan de auto's en hun aanhangwagens moeten voldoen, met uitzondering van de .
 - personenauto's (artikel 1 § 2 van voornoemd koninklijk besluit) zonder aanhangwagens noch bespanningen ;
 - fietsen, rijwielen, bakfietsen, bromfietsen, motorfietsen, driewielers, vierwielers (artikel 1 van het koninklijk besluit van 23.03 1998) zonder aanhangwagens noch bespanningen

De affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, vlugschriften en aanplakbiljetten zullen afgeleverd worden bij de Gemeentesecretaris of bij de afgevaardigde die daarvoor werd aangesteld, van maandag tot vrijdag tussen 9:00 en 12:00, uitgezonderd feestdagen en de sluitingsdagen van het gemeentebestuur, en zullen door de gemeentewerklieden aangebracht worden vanaf 10.09.2018 op gemeentelijke panelen gelegen op de hieronder vermelde plaatsen die door de gemeentelijke overheden voorbehouden worden voor het aanplakken van verkiezingsaffiches :

- Dumonplein, op het centrale gedeelte vóór het ING-bankagentschap
- du Jardinlaan, langsheen het hek van het Sportcentrum
- Sint-Aleidisvoorplein, achter de kerk
- Bosrandplein, op de berm tussen het rondpunt en de parking
- Meiersplein
- vóór het gemeentehuis
- Atlantische/Franciskanenvoorplein, op de centrale berm
- Gebroeders Legramlaan, in de nabijheid van het Carrefour Market-warenhuis
- White Starplein

Deze gemeentelijke aanplakborden zullen bestaan uit delen van +/- 1,22 m breed die voorbehouden zijn voor elke kieslijst die vertegenwoordigd is in de Gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe, van links naar rechts in dalende volgorde van het aantal aftredende gemeenteraadsleden per lijst, waarbij de laatste kolom voorbehouden is voor eventuele lijsten die niet vertegenwoordigd zijn in de Gemeenteraad.

Zal niet aangeplakt worden : elke affiche waarvan de inhoud in strijd is met de wet van 30 07 1981 met het oog op het beteugelen van bepaalde handelingen geïnspireerd door racisme of xenofobie of in strijd met de wet van 23.03.1995, waarbij getracht wordt de negatie, de minimisering, de verantwoording of de goedkeuring van de genocide begaan door een Duits nationaal-socialistisch regime gedurende de tweede wereldoorlog af te keuren.

Artikel 2 :

Het uitdelen van vlugschriften op de openbare weg is toegelaten op voorwaarde dat op de uitgedeelde documenten de verantwoordelijke uitgever duidelijk vermeld staat en dat de uitdelers de vlugschriften die op de grond geworpen worden, oprapen (in toepassing van het artikel 18 van het Algemeen Politierglement).

Artikel 3 :

Het is verboden vlugschriften, foto's of om het even welk verkiezingsmateriaal uit te delen vanaf 13.10.2018 om 22:00 tot 14.10.2018 om 16:00.

Met uitzondering van het aanplakken van verkiezingsaffiches op het openbaar domein, uitsluitend door de gemeente georganiseerd op gemeentelijke verkiezingspanelen, mag

geen enkele affiche, noch op een vaste of mobiele draager, noch aangebracht op of in een voertuig of een geparkeerde of rijdende aanhangwagen, of op geen enkel ander vast of mobiel communicatiemiddel voor visuele verkiezingsreclame, in het bijzonder kledeidracht bedrukt met reclame met een politiek karakter of “sandwichman”, mogen zich niet op het openbaar domein bevinden, noch op het gemeentelijk wegennet, noch op het gewestelijk wegennet, gedurende dezelfde periode

Artikel 4 :

Tot en met 14.10.2018 zijn publiciteitskaravanen en verkiezingspropaganda, voortgebracht door een luidspreekker of megafoon, zowel overdag als 's nachts, verboden.

Artikel 5 :

De affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes bestemd voor aanplakking, materiaal bestemd voor de aanplakking en voor het aanbrengen van opschriften, evenals geluidsinstallatiemateriaal, gebruikt in overtreding met de bepalingen van onderhavige politieverordening, alsook elk voorwerp dat gevaar oplevert voor de openbare veiligheid, zullen in beslag genomen worden met het oog op de verbeurdverklaring ervan overeenkomstig artikelen 42 en 43 van het Strafwetboek.

Artikel 6 :

Behoudens toelating in het volgend artikel, is het verboden om in openbare ruimten samenscholingen te organiseren die het verkeer van de voertuigen belemmeren of de voetgangers hinderen, evenals om hieraan deel te nemen.

Artikel 7 :

Elke samenschooling, betoging of optocht, van welke aard ook, in openbare ruimten of in de galerijen en doorgangen gevestigd op privé-terrein, toegankelijk voor het publiek, is ondergeschikt aan de toelating van de burgemeester.

De toelatingsaanvraag moet minstens tien werkdagen vóór de voorziene datum schriftelijk gericht worden aan de burgemeester en moet volgende elementen bevatten .

- de namen, adres en telefoonnummer van de organisator of van de organisatoren
- het doel van het evenement
- exacte datum en uur van de samenkomst
- de uitgestippelde route
- de voorziene plaats en het uur van einde van de gebeurtenis en, in voorkomend geval, de ontbinding van de stoet
- in voorkomend geval, het houden van een meeting op het einde van de gebeurtenis
- de schatting van het aantal deelnemers en de voorziene transportmiddelen
- de ordemaatregelen voorzien door de organisatoren.

De burgemeester kan de betoging verbieden bij niet-eerbiediging van de vastgestelde voorwaarden.

Tussen 22.00 en 07:00 en dit tot 13.10.2018, alsook van 13.10.2018 om 22.00 tot 14.10.2018 om 16:00 is het verboden samenscholingen, betogingen of stoeten, van welke aard ook, te organiseren.

Artikel 8 :

1) Elke inbreuk op de bepalingen van onderhavige verordening zal beteugeld worden met een administratieve boete van maximaal 350,00 EUR.

Verder, zullen de aangeplakte documenten, in strijd met de bepalingen van

onderhavige verordening van rechtswege verwijderd worden door het bevoegde gemeentepersoneel of de politie en dit, ten laste van en op eigen verantwoordelijkheid van de bekeurden (voorgestelde kandidaten) en, zoniet, ten laste van de verantwoordelijke uitgevers (indien deze niet geïdentificeerd kan worden, ten laste van de plaatselijke afdeling van de partij).

2) De verkiezingspanelen of de dispositieven bedoeld in onderhavige verordening zijn gelijkgesteld met stadsmeubilair bestemd voor openbaar nut. Bijgevolg zal hun vernieling of hun vrijwillige beschadiging, ondermeer door overplakking van affiches of door het toevoegen van inscripties, beteugeld worden overeenkomstig de bepalingen van desbetreffend Algemeen Politiereglement.

Artikel 9 :

Onderhavige politieverordening wordt onmiddellijk van kracht na bekendmaking door aanplakking op de gebruikelijke aanplakplaatsen voor de officiële bekendmakingen.

Artikel 10 :

Onderhavige politieverordening zal bekendgemaakt worden overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet door aanplakking en op de website van de gemeente. Afschriften van de huidige beraadslaging zullen overgemaakt worden aan Dhr. Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, aan Dhr d.d. Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, aan de griffie van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel, aan de griffie van de Politie rechtbank van Brussel en aan de korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Priscilla de Bergeyck entre en séance / treedt in zitting.

Cécile Vainsel entre en séance / treedt in zitting.

Service juridique - Juridische dienst

26 06.2018/A/0005 **CC - Arrêté du Bourgmestre du 08.06.2018 relatif à la sécurité publique pendant la période de la Coupe du monde FIFA 2018 du 14.06.2018 au 15.07.2018 - Ratification**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 135 § 2 ;

Considérant que la Coupe du monde FIFA 2018 pour laquelle l'équipe nationale belge de football est qualifiée va se dérouler du 14.06.2018 au 15.07.2018 en Russie ;

Considérant que des retransmissions publiques de matchs sur écrans dans des lieux publics ou aux terrasses de café seront organisées ;

Considérant qu'à l'expérience, ce type de manifestation engendre une exagération dans la consommation de boissons alcoolisées, donnant lieu à des rixes ou incidents ainsi qu'à l'utilisation de contenants en verre comme projectiles ,

Considérant que des mesures de sécurité doivent être prises afin de garantir le bon déroulement de cette manifestation ;

Considérant que, en raison de l'urgence, la prochaine séance du Conseil communal

n'ayant lieu que le 26 06.2018 alors que le premier match se jouera le 14 06 2018, le bourgmestre a, en date du 08.06.2018, adopté un arrêté relatif à la sécurité publique pendant la période de la Coupe du monde FIFA 2018 du 14.06.2018 au 15/07/2018 ; que la décision de retransmettre publiquement les matchs sur écrans dans les lieux publics ou aux terrasses des cafés n'avait pas encore été prise lors du Conseil communal précédent du 22.05 2018 ;

DECIDE de ratifier l'arrêté du Bourgmestre du 08.06.2018 relatif à la sécurité publique pendant la période de la Coupe du monde FIFA 2018 du 14.06.2018 au 15.07.2018 ci-annexé

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Besluit van de Burgemeester van 08.06.2018 betreffende de openbare veiligheid gedurende de periode van de FIFA Wereldbeker 2018 van 14.06.2018 tot en met 15.07.2018 - Bekrachtiging

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 135 § 2 ,

Overwegende dat de FIFA Wereldbeker 2018 waarvoor de Belgische nationale voetb ploeg zich geplaatst heeft in Rusland zal plaatsvinden van 14.06.2018 tot en met 15.07.2018 ,

Overwegende dat de voetbalwedstrijden zowel op openbare plaatsen als op terrassen van cafés op groot scherm zullen worden uitgezonden ,

Overwegende dat de ervaring leert dat dergelijke evenementen gepaard gaan met overmatig alcoholgebruik, met knokpartijen en incidenten als gevolg en waarbij zelfs met glazen wordt gegooid ;

Overwegende dat er veiligheidsmaatregelen moeten worden getroffen om het goede verloop van dit evenement te verzekeren ,

Overwegende dat het dringend is en dat de volgende gemeenteraad slechts op 26.06.2018 plaatsvindt, hoewel de eerste voetbalwedstrijd al op 14.06 2018 wordt gespeeld, heeft de Burgemeester op 08.06.2018 een besluit genomen met betrekking tot de openbare veiligheid gedurende de periode van de FIFA Wereldbeker 2018 van 14 06.2018 tot en met 15.07.2018 ; dat de beslissing om voetbalwedstrijden in het openbaar op groot scherm uit te zenden, zowel op openbare plaatsen als op terrassen van cafés, niet werd genomen tijdens de vorige gemeenteraad van 22.05.2018 ;

BESLUIT bijgevoegd besluit van de Burgemeester van 08.06.2018 betreffende de openbare veiligheid gedurende de periode van de FIFA Wereldbeker 2018 van 14.06.2018 tot en met 15 07.2018 te bekrachtigen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

26.06 2018/A/0006 CC - A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée -

Représentation de la commune au sein des assemblées générales et proposition dans le cadre de la représentation de la commune au sein des conseils d'administration et dans le cadre de l'attribution de fonctions - A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATION-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Modification

LE CONSEIL,

Considérant qu'il paraît :

1. nécessaire de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ,
2. opportun de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ,
3. opportun de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions ,

dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2018 ;

Vu les statuts desdites A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

Vu les divers mouvements intervenus à ce jour au sein des instances desdites A.S.B.L. en termes de départ et de remplacement au cours de la présente mandature ;

Vu les diverses délibérations antérieures prises en la matière ;

Vu le souhait du Conseil communal d'organiser la représentation de la commune au sein desdites A.S.B.L. de manière à en assurer une gestion en adéquation avec la composition du Conseil communal ,

DECIDE :

- 1 de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ;
2. de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ;
3. de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions ;

dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2018, à savoir les personnes suivantes :

A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATION-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE

PS-Sp.a

- M. Benjamin HANNESSE, membre de l'assemblée générale, en remplacement de Mme Emilie ELOY.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants . 32 votes positifs.

**GR - V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is -
Vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergaderingen en voorstel in
het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raden van bestuur en
in het kader van de toekenning van diverse functies - V.Z.W. PREVENTIE-
ANIMATIE-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE - Wijziging**

DE RAAD,
Overwegende dat het

1. nodig is aan de algemene vergadering of aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen mee te delen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering ;
2. aangewezen is aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur ;
3. aangewezen is aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de toekenning van functies,

in de V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2013-2018, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2018 ;

Gelet op de statuten van voornoemde V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 120 § 2 ;

Gelet op de diverse verschuivingen die tot op heden plaatsvonden bij de instanties van voornoemde V.Z.W.'s in termen van vertrek en vervanging tijdens deze ambtstermijn ;

Gelet op de diverse vorige beraadslagingen die terzake genomen werden ,

Gelet op de wens van de Gemeenteraad om de vertegenwoordiging van de gemeente binnen de voornoemde V.Z.W.'s te regelen teneinde een beleid te waarborgen dat afgestemd is op de samenstelling van de Gemeenteraad ;

BESLUIT .

1. aan de algemene vergadering of aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen mee te delen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering ;
2. aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur ;
3. aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de toekenning van functies,

in de V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2013-2018, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van

oktober 2018, te weten de volgende personen .

V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIE-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE

PS-Sp.a :

- Dhr. Benjamin HANNESSE, lid van de algemene vergadering, ter vervanging van Mv. Emilie ELOY.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers . 32 positieve stemmen.

Administration Rémunération du personnel - Beheer Bezoldiging van het personeel

26.06.2018/A/0007 CC - Assurance "Soins de Santé - Hospitalisation" - Fixation de la part de l'intervention financière de la commune dans le paiement de la prime - Années civiles 2018 et suivantes - Modification

LE CONSEIL,

Considérant qu'une assurance "Soins de Santé - Hospitalisation" a été souscrite par la commune auprès de la S.A. AXA Belgium ; que ledit marché a pris effet au 01.01 2015 et prendra fin au 31.12.2018 ,

Considérant que la commune va souscrire une nouvelle assurance "Soins de Santé - Hospitalisation" à partir du 01.01.2019 afin de garantir la continuité de l'assurance en cours ,

Considérant qu'il y a lieu de fixer pour les années civiles 2018 et suivantes la part de l'intervention financière de la commune dans le paiement de la prime des agents en service, des agents pensionnés et des mandataires ;

Vu le procès-verbal de la réunion du 13.06.2018 du Comité de concertation entre la commune et le C.P.A.S. ;

Vu le protocole d'accord signé le 26.06.2018 entre les délégations de l'autorité communale et du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre et les organisations syndicales représentatives du personnel de la commune et du C.P.A.S., conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté royal du 28.09.1984 portant exécution de la loi du 19.12.1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ,

DECIDE de fixer comme suit la part de l'intervention financière de la commune dans le paiement de la prime d'assurance "Soins de Santé - Hospitalisation" pour les années civiles 2018 et suivantes, sous réserve d'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires à l'article 1310/112-48 du service ordinaire des budgets des exercices 2018 et suivants et de leur approbation par l'autorité de tutelle .

1. agents communaux non enseignants en service, dès leur entrée en service pour autant qu'ils soient engagés de façon statutaire ou sous forme de contrat de travail à durée indéterminée , après un an de service pour les agents engagés sous contrat à durée déterminée ou sous contrat de remplacement .
 - la prime relative à l'assurance du personnel travaillant à temps plein est totalement prise en charge par la commune ;

- la prime relative à l'assurance du personnel travaillant à temps partiel est prise en charge par la commune au prorata du temps de travail pour autant que l'agent en supporte le solde ;
 - la prime relative à l'assurance des membres du ménage de l'agent assuré est totalement prise en charge par ce dernier ;
2. agents pensionnés non enseignants
- la prime relative à l'assurance du personnel pensionné nommé à titre définitif ayant souscrit à la présente assurance au cours de sa carrière active, même partielle, au sein de l'administration communale est totalement prise en charge par la commune ;
 - la prime relative à l'assurance des membres du ménage de l'agent pensionné assuré est totalement prise en charge par ce dernier ,
 - la prime relative à l'assurance du personnel pensionné contractuel et éventuellement des membres du ménage ayant souscrit à la présente assurance au cours de sa carrière active au sein de l'administration communale est totalement prise en charge par ce dernier ;
3. membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et Conseillers communaux .
- membres du Collège des Bourgmestre et Echevins :
 1. la prime relative à l'assurance des membres du Collège des Bourgmestre et Echevins est totalement prise en charge par la commune ,
 2. la prime relative à l'assurance des membres du ménage du Bourgmestre ou des Echevins assurés est totalement prise en charge par ces derniers ;
 - conseillers communaux :
 1. la prime relative à l'assurance des conseillers communaux est totalement prise en charge par ces derniers ;
 2. la prime relative à l'assurance des membres du ménage des conseillers communaux assurés est totalement prise en charge par ces derniers

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants . 32 votes positifs.

GR - Verzekering "Gezondheidszorgen - Hospitalisatie" - Vaststelling van het gedeelte van de financiële tussenkomst van de gemeente in de betaling van de premie - Kalenderjaren 2018 en volgende - Wijziging

DE RAAD,

Overwegende dat een verzekering "Gezondheidszorgen - Hospitalisatie" door de gemeente afgesloten werd met de N.V. AXA Belgium , en dat voormelde opdracht in weiking getreden is op 01.01.2015 en zal eindigen op 31.12 2018 ;

Overwegende dat de gemeente een nieuwe verzekering "Gezondheidszorgen - Hospitalisatie" zal afsluiten vanaf 01.01.2019 teneinde de continuïteit van de bestaande verzekering te waarborgen ;

Overwegende dat voor de kalenderjaren 2018 en volgende het gedeelte moet vastgesteld worden van de financiële tussenkomst van de gemeente in de betaling van de premie van de in dienst zijnde beambten, van de oprustgestelde beambten en van de mandatarissen ,

Gelet op het proces-verbaal van de vergadering van 13 06 2018 van het Overlegcomité tussen de gemeente en het O.C.M.W. ;

Gelet op het protocol van akkoord getekend op 26.06.2018 tussen de afvaardigingen van de gemeenteoverheid en van het O.C.M.W van Sint-Pieters-Woluwe en de vertegenwoordigende vakorganisaties van het gemeentepersoneel en van het personeel van het O.C.M.W., overeenkomstig de bepalingen van artikel 30 van het koninklijk besluit van 28.09.1984 houdende uitvoering van de wet van 19.12.1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het gedeelte van de financiële tussenkomst van de gemeente in de betaling van de verzekeringspremie "Gezondheidszorgen - Hospitalisatie" voor de kalenderjaren 2018 en volgende, onder voorbehoud van inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten op het artikel 1310/112-48 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2018 en volgende en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid, als volgt vast te stellen :

1. niet onderwijzende beambten in dienst, vanaf hun indiensttreding voor zolang zij statutair aangeworven werden of met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur ; na één jaar dienst voor beambten met een contract van bepaalde duur of met een vervangingscontract :
 - de premie betreffende de verzekering van de personeelsleden die voltijds werken, wordt volledig door de gemeente ten laste genomen ;
 - de premie betreffende de verzekering van de personeelsleden die deeltijds werken, wordt door de gemeente ten laste genomen in gelijke verhouding tot de arbeidstijd voor zover de beambte het saldo voor zijn rekening neemt ;
 - de premie betreffende de verzekering van de gezinsleden van de verzekerde beambte wordt volledig door laatstgenoemde ten laste genomen ;
2. oprustgestelde niet onderwijzende beambten :
 - de premie betreffende de verzekering van de benoemde oprustgestelde personeelsleden die deze verzekering tijdens hun actieve, zelfs deeltijdse, loopbaan bij het gemeentebestuur afgesloten hebben, wordt volledig door de gemeente ten laste genomen ;
 - de premie betreffende de verzekering van de gezinsleden van de verzekerde oprustgestelde beambte wordt volledig door laatstgenoemde ten laste genomen ;
 - de premie betreffende de verzekering van de contractuele oprustgestelde personeelsleden en eventueel van de gezinsleden die deze verzekering tijdens hun actieve loopbaan bij het gemeentebestuur afgesloten hebben, wordt volledig door laatstgenoemden ten laste genomen ;
3. leden van het College van Burgemeester en Schepenen en Gemeenteraadsleden
 - leden van het College van Burgemeester en Schepenen :
 1. de premie betreffende de verzekering van de leden van het College van Burgemeester en Schepenen, wordt volledig door de gemeente ten laste genomen ;
 2. de premie betreffende de verzekering van de gezinsleden van de

leden van het College van Burgemeester en Schepenen wordt volledig door laatstgenoemde ten laste genomen ,

- gemeenteraadsleden :
 1. de premie betreffende de verzekering van Gemeenteraadsleden, wordt volledig door laatstgenoemde ten laste genomen ;
 2. de premie betreffende de verzekering van de gezinsleden van Gemeenteraadsleden wordt volledig door laatstgenoemde ten laste genomen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmeis : 32 positieve stemmen.

Etrangers - Vreemdelingenzaken

26 06 2018/A/0008 CC - Elections communales du 14.10.2018 - Jetons de présence pour les membres du bureau principal et les membres des bureaux de vote - Fixation du montant

LE CONSEIL,

Vu le code électoral communal bruxellois, modifié à plusieurs reprises, notamment l'article 20 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30.03.2006 fixant le montant des jetons de présence et des indemnités de déplacement des membres des bureaux électoraux pour les élections communales ,

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles- Capitale du 12.07.2012 organisant le vote électronique pour les élections communales, modifiée à plusieurs reprises, notamment l'article 10/1 ;

Vu la circulaire de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 03.2018 relative aux élections communales du 14.10.2018, Titre II, point 3 ;

Considérant que le bureau principal est constitué d'un président, d'un secrétaire et d'assesseurs ;

Considérant que les bureaux de vote sont constitués d'un président, d'un secrétaire, d'un secrétaire adjoint et d'assesseurs ,

Considérant qu'il convient de rémunérer les membres desdits bureaux électoraux ;

Considérant qu'un crédit de 33.000,00 EUR est inscrit à l'article 1040/122-48 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 afin d'assurer le paiement des prestations des membres desdits bureaux électoraux ;

DECIDE de fixer comme suit, le montant des jetons de présence à payer aux membres du bureau principal et aux membres des bureaux de vote qui doivent siéger dans le cadre des élections communales du 14.10.2018 .

1. BUREAU PRINCIPAL

A. Séances préparatoires des 15.09.2018, 16.09.2018 et 20.09.2018

Président :	75,00 EUR par séance
Secrétaire :	65,00 EUR par séance

Asseseurs	60,00 EUR
B. <u>Jour des élections</u>	
Président :	130,00 EUR
Secrétaire :	115,00 EUR
Asseseurs :	95,00 EUR
2. <u>BUREAUX DE VOTE</u>	
A. <u>2 séances de formation</u>	
Président :	25,00 EUR
Secrétaire :	25,00 EUR
Secrétaire adjoint :	25,00 EUR
B. <u>Jour des élections :</u>	
Président :	90,00 EUR
Secrétaire :	85,00 EUR
Secrétaire adjoint :	85,00 EUR
Asseseurs	85,00 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants . 32 votes positifs.

GR - Gemeenteraadsverkiezingen van 14.10.2018 - Presentiegelden voor de leden van het hoofdbureau en de leden van de stembureaus - Vaststelling van het bedrag

DE RAAD,

Gelet op het Brusselse Kieswetboek, verschillende malen gewijzigd, met name artikel 20 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30.03.2006 tot vaststelling van het bedrag van de presentiegelden en de reisvergoeding van de leden van de kiesbureaus voor de gemeenteraadsverkiezingen ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 12.07.2012 houdende de organisatie van de elektronische stemming voor de gemeenteraadsverkiezingen, verschillende malen gewijzigd, met name artikel 10/1 ;

Gelet op de omzendbrief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14.03.2018 betreffende de gemeenteraadsverkiezingen van 14 10 2018, Titel II, punt 3 ,

Overwegende dat het hoofdbureau is samengesteld uit een voorzitter, een secretaris en bijzitters ;

Overwegende dat de stembureaus zijn samengesteld uit een voorzitter, een secretaris, een adjunct-secretaris en bijzitters ;

Overwegende dat de leden van deze kiesbureaus moeten betaald worden ;

Overwegende dat een krediet van 33.000,00 EUR is ingeschreven op artikel 1040/122-48 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 teneinde de betaling van de diensten van de leden van deze kiesbureaus te verzekeren ;

BESLUIT als volgt het bedrag te bepalen van de presentiegelden die moeten betaald worden aan de leden van het hoofdbureau en aan de leden van de stembureaus die moeten zetelen ter gelegenheid van de gemeenteraadsverkiezingen van 14 10.2018 :

1. HOOFDBUREAU

A. Voorbereidende zittingen van 15.09.2018,
16.09.2018 en 20.09.2018

Voorzitter :	75,00 EUR per zitting
Secretaris :	65,00 EUR per zitting
Bijzitters :	60,00 EUR

B. Dag van de verkiezingen

Voorzitter :	130,00 EUR
Secretaris :	115,00 EUR
Bijzitters :	95,00 EUR

2. STEMBUREAUS

A. 2 vormingen

Voorzitter :	25,00 EUR
Secretaris :	25,00 EUR
Adjunct-secretaris :	25,00 EUR

B. Dag van de verkiezingen

Voorzitter :	90,00 EUR
Secretaris :	85,00 EUR
Adjunct-secretaris :	85,00 EUR
Bijzitters :	85,00 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs

26.06.2018/A/0009 **CC - Enseignement secondaire ordinaire francophone - Centre scolaire Eddy MERCKX - Fonction de secrétaire de direction - Arrêt du profil de la fonction - Lancement de l'appel aux candidats**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06.06.1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le courrier du Service Fédéral des Pensions informant du fait que Mme Françoise RENAUT, commis à titre définitif à raison de 38,00/38,00 de temps au Centre scolaire Eddy MERCKX dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone, réunit les conditions prévues par les articles 85 à 92 du Chapitre 1 Titre 8 de la loi du 28.12.2011 portant des dispositions diverses, en vue de l'octroi de la pension du secteur public à la date du 01.09.2018 ,

Considérant l'obligation d'appliquer la nouvelle dévolution des emplois organiques

dans les fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif fixée par le décret du 30.04.2009 de la Communauté française concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion lorsque l'emploi du membre du personnel exerçant à titre définitif, la fonction de commis «240 élèves» devient définitivement vacant ;

Considérant en conséquence que le Pouvoir Organisateur doit engager au 01.09.2018 un candidat dans la fonction de secrétaire de direction, la norme de 240 élèves étant atteinte en date du 15.01.2018 au Centre scolaire Eddy MERCKX dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone ;

Vu la consultation de la commission paritaire locale en date du 25.06.2018 sur le profil de la fonction de secrétaire de direction à pourvoir, l'ajout des critères complémentaires aux conditions de nomination à titre définitif visées à l'article 40 du décret du 06.06.1994 susmentionné et les modalités pratiques de l'appel à candidature ;

DECIDE, après avoir consulté la commission paritaire locale en date du 25.06.2018 sur le profil de la fonction de secrétaire de direction à pourvoir et les modalités pratiques de l'appel à candidature, d'arrêter, comme suit, le profil de la fonction de secrétaire de direction à pourvoir :

Généralités

Le secrétaire de direction est le collaborateur immédiat du chef d'établissement dans le domaine de la gestion administrative de l'établissement d'enseignement. Il exécute sa mission sous l'autorité du chef d'établissement. Cette mission exige que le secrétaire de direction connaisse les dispositions réglementaires et administratives relatives à l'organisation de l'enseignement. Pour remplir sa mission, le secrétaire de direction est secondé par les éducateurs pour les tâches conformes à la monographie de leur fonction

Gestion administrative

Relative aux élèves :

Gestion des dossiers des élèves : inscription, constitution des dossiers, dispositions particulières, attestations, éditions des documents,.. ;

Encodage des données des élèves et l'exploitation de la base de données (PROECO) ;

Contacts avec la direction et le vérificateur ;

Suivi de l'échéancier avec les services de la Fédération Wallonie-Bruxelles et/ou du CPEONS ;

Relative aux enseignants :

Gestion des dossiers individuels des enseignants: encodage de leurs données, traitement des données d'entrée en fonction, de fin de fonction, calcul des anciennetés, appels à candidature, nominations, gestion des C.A.D., des absences, archivage ..;

Assister la direction, principalement dans des tâches de rédaction de courrier et de procès-verbaux de réunions et, accessoirement, dans des tâches de classement et d'archivage de documents internes à la direction ;

Relative à l'organisation scolaire interne :

Exécution, sous la direction du chef d'établissement, de tâches en rapport avec l'organisation scolaire interne : horaires des cours, horaires des examens ;

Relative aux relations extérieures .

Correspondance et contacts avec des instances hors de l'école ;

Relative aux archives administratives .

Classement de tous les documents administratifs et des archives ,

Gestion du personnel

Compétences

Compétences techniques .

Capacités de gestion administrative ;

Maîtrise des outils informatiques liés à la fonction (logiciels Windows, PROECO) ;
Maîtrise de la langue française (orthographe, expression orale et écrite) ;
Connaissance du système scolaire francophone belge, des circulaires administratives de la fédération Wallonie- Bruxelles concernant l'enseignement secondaire ,

Compétences comportementales :

Sens aigu de l'organisation et de la gestion, rigueur administrative ;
Capacité d'autonomie dans le travail et prise d'initiative au service de la direction avec laquelle le travail s'effectue en étroite collaboration ;
Motivation, dynamisme et flexibilité ;
Capacité de gestion des relations humaines avec des qualités d'écoute et de communication avec la direction, les professeurs, les éducateurs, les élèves, les parents, et le P.O..

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

26.06 2018/A/0010 **CC - Enseignement secondaire ordinaire francophone - Centre scolaire Eddy MERCKX - Règlement d'ordre intérieur - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24.07 1997 de la Communauté française définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 76 ;

Considérant l'obligation faite de porter à la connaissance de l'élève ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur lors de son inscription dans un établissement d'enseignement, le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées ,

DECIDE d'adopter, pour la durée de l'année scolaire 2018-2019, le règlement d'ordre intérieur ci-annexé du Centre scolaire Eddy MERCKX dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

26.06.2018/A/0011 **CC - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone - Académie de Musique - Engagement à titre temporaire pour une durée de plus de quinze semaines dans une fonction de directeur - Arrêt du profil de la fonction - Lancement de l'appel à candidatures**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06.06.1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 02 02 2007 de la Communauté française fixant le statut des directeurs, notamment les articles 60 et 61 ;

Vu l'arrêté du 26 09.2007 du Gouvernement de la Communauté française rendant obligatoire la décision de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 13.07.2007 relative à l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou à une désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée supérieure à quinze semaines ,

Vu le courrier du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces informant du détachement, au sein de ses services, de Mme Caroline DESCAMPS, directrice dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone à l'Académie de Musique, du 01.09.2018 au 31.08.2019 inclus ;

Considérant, en conséquence, qu'un emploi temporairement vacant pour une durée de plus de quinze semaines dans la fonction de directeur dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone à l'Académie de Musique située avenue Charles Thielemans 28 sera à pourvoir au 01.09.2018 ;

Vu la consultation de la commission paritaire locale sur le profil de la fonction de directeur à pourvoir et les modalités pratiques de l'appel à candidatures ;

DECIDE, après avoir consulté la commission paritaire locale sur le profil de la fonction de directeur à pourvoir et les modalités pratiques de l'appel à candidatures .

1. d'arrêter, comme suit, le profil de la fonction de directeur à pourvoir

Le directeur travaille sous l'autorité hiérarchique du Pouvoir Organisateur.

Missions générales

- le directeur met en oeuvre, au sein de l'établissement, le projet pédagogique de son Pouvoir Organisateur dans le cadre de la politique éducative de la Communauté française Il respecte et met en place les objectifs définis dans la lettre de mission ;
- il fait respecter le règlement d'ordre intérieur et le règlement des études et prend, le cas échéant, les mesures nécessaires ;
- il représente le Pouvoir Organisateur auprès des différentes instances ,
- il a une compétence générale d'organisation de son établissement ,
- il analyse régulièrement la situation de l'établissement et promeut les adaptations nécessaires ,
- il représente son établissement dans le cadre de ses relations extérieures ;
- il favorise la synergie entre les différents acteurs du pôle culturel ;
- il est le garant des programmes adoptés par le pouvoir organisateur ;
- il évalue les membres du personnel placés sous son autorité ,
- il est le relais privilégié du Pouvoir Organisateur auprès des membres du personnel, des parents et des élèves ;
- il soutient, applique et communique les directives du Pouvoir Organisateur

Missions spécifiques pédagogique et éducative

- il anime la politique pédagogique et éducative de l'établissement ;
- il évalue la pertinence des attitudes, des méthodes et des moyens mis en oeuvre par les membres de l'équipe éducative ;
- il met en oeuvre et pilote le projet de l'établissement et veille à l'actualiser ,
- il s'assure de l'adéquation entre les apprentissages, les socles de compétences terminales, les profils de formation et les programmes ou les dossiers pédagogiques, il veille aux évaluations ,

- il collabore avec le service général d'inspection et les autres services pédagogiques.

Relationnel

- il assure la gestion et la coordination de l'équipe ;
- il organise les services de l'ensemble des personnels, coordonne leur travail et leur fixe des objectifs en fonction de leurs compétences et des textes qui régissent leurs missions ;
- il suscite l'esprit d'équipe ;
- il veille au développement de la communication et du dialogue avec l'ensemble des acteurs de l'établissement scolaire ;
- il gère les conflits ;
- il veille à l'accueil et à l'intégration du nouveau personnel ;
- il suscite et gère la participation des membres du personnel aux formations en cours de carrière, obligatoires ou volontaires ;
- il est responsable des relations de l'établissement scolaire avec les élèves, les parents et les tiers ;
- il veille à développer l'accueil et le dialogue vis-à-vis des élèves, des parents et des tiers ;
- il vise à l'intégration de tous les élèves, favorise leur bonne orientation et encourage le développement de leur expression citoyenne ;
- il fait respecter le règlement d'ordre intérieur de l'établissement scolaire et prend, le cas échéant, les mesures nécessaires ;
- il communique clairement, il est à l'écoute des besoins et des préoccupations du personnel.

Administratif, matériel et financier

- le directeur organise les horaires et les attributions des membres du personnel dans le cadre de la législation existante ,
- il gère les dossiers des élèves ,
- il vérifie les registres de présence des élèves ;
- il veille, le cas échéant, à la bonne organisation des organes de concertation et des conseils de classe prévus par les lois, décrets et règlements ;
- il gère les ressources matérielles et financières de l'établissement selon l'étendue du mandat qui lui est confié ;
- il veille par ailleurs à l'application des consignes de sécurité et d'hygiène au sein de l'établissement ;
- il communique les besoins de l'Académie de Musique pour l'élaboration du budget ;
- il assume l'organisation générale et fait respecter les conditions d'admission et de régularité des élèves ;
- il organise les formations et activités spécifiques ainsi que les cours

spécifique d'initiations aux pratiques artistiques ,

- il établit la grille horaire des membres du personnel ,
- il organise et préside les commissions d'examens constituées pour la délivrance du certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement ;

2. de lancer l'appel à candidatures pour l'engagement à titre temporaire pour une durée de plus de quinze semaines dans une fonction de directeur dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone à l'Académie de Musique suivant la décision de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants . 32 votes positifs.

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

26.06.2018/A/0012 **CC - Enseignement primaire - Ecole de Stockel - Réfection des toitures plates - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publication préalable - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.05.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1°, b) ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.05.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.128/A//2018 E098 01/BAT.OL-TC de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réfection des toitures plates de l'école primaire de Stockel au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 05 2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27 07 2017, et décidant notamment de

choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018 128/A//2018 E098.01/BAT.OL-TC de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réfection des toitures plates de l'école primaire de Stockel au cours de l'année 2018, la procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42, § 1, 1°, b) de la loi du 17.06 2016, telle que modifiée ,
DECIDE ·

1. d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestres et Echevins en séance du 09.05.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 33.763,21 EUR, hors T V A , soit 40.853,48 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 50.000,00 EUR à l'article 7220/724-60//081 (travail 098.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 50 000,00 EUR à l'article 7220/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Lager onderwijs - School van Stokkel - Herstelling van de platte daken - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.05.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27 07 2017 ;

Gelet op de wet van 17 06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 42, § 1, 1°, b) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 01 2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.05.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07 2017, in het kader van de opdracht nr 2018.128/A//2018.E098.01/BAT.OL-TC van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de herstelling van de plate daken van de school van Stokkel van het lager onderwijs in de loop van het jaar 2018, zowel op

het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.05.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.128/A//2018.E098.01/BAT.OL-TC van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorziebare werken betreffende de herstelling van de plate daken van de school van Stokkel van het lager onderwijs in de loop van het jaar 2018, de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, in toepassing van artikel 42, § 1, 1°, b) van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ;

BESLUIT :

- 1 in te stemmen met de uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 01.03.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 33.763,21 EUR EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 40.853,48 EUR, B.T.W van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 50.000,00 EUR op het artikel 7220/724-60//081 (werk 098.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 50 000,00 EUR op het artikel 7220/995-51//081 (BRF-F 060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F 060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

26.06 2018/A/0013 **CC - Enseignement primaire - Ecole de Joli-Bois - Armoire de comptage - Marché de fournitures - Fournitures urgentes et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.05.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27 07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés

publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01 2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.05 2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.129/A//2018.E099.01/BAT.OL-RA de l'exercice 2018 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif à la fourniture d'une armoire de comptage pour l'école de Joli-Bois de l'enseignement primaire au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ,

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.05 2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07 2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.129/A//2018.E099.01/BAT.OL-RA de l'exercice 2018 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif à la fourniture d'une armoire de comptage pour l'école de Joli-Bois de l'enseignement primaire au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17 06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE :

- 1 d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 09 05.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 2.319,00 EUR, hors T.V.A., soit 2.805,99 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
- 2 de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 2.850,00 EUR à l'article 7220/724-60//081 (travail 099.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 2.850,00 EUR à l'article 7220/995-51 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants 32 votes positifs.

GR - Lager onderwijs - School van Mooi-Bos - Tellingkast - Opdracht voor leveringen - Dringende en onvoorzienbare leveringen - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.05.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke

bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ,
Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ,
Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;
Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.05.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.129/A//2018.E099.01/BAT.OL-RA van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende de levering van een tellingkast voor de school van Mooi-Bos van het lager onderwijs in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ,
NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.05.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.129/A//2018.E099.01/BAT.OL-RA van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende de levering van een tellingkast voor de school van Mooi-Bos van het lager onderwijs in de loop van het jaar 2018, de procedure van beperkte waarde, in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ;
BESLUIT :

- 1 in te stemmen met de vastgestelde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 09.05.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 2.319,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 2.805,99 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
- 2 tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 2.850,00 EUR op het artikel 7220/724-60//081 (werk 099.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 2.850,00 EUR op het artikel 7220/995-51 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ,
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers . 32 positieve stemmen.

26 06 2018/A/0014 **CC - Voirie - Mobilier urbain - Appel d'offres général avec publicité européenne - Lot 2 (abris pour voyageurs) - Exercices 2003 à 2018 - Prestations complémentaires - Exercices 2018 à 2021**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 236, tel que modifié par ordonnance du 27 07 2017 ,

Vu la loi du 24.12.1993, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28.04.2003 portant notamment, attribution du lot 2 du marché relatif à la livraison, au placement et à l'entretien du mobilier urbain sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, à savoir la livraison, le placement et l'entretien d'abris pour voyageurs aux arrêts de transport public sur le territoire de la commune, en ce compris la maintenance des abris pour voyageurs situés avenue de Tervuren, pour une durée de 10 ans à partir du 01.12.2005, à la S.A CLEAR CHANNEL BELGIUM, avenue Louise 367, 1000 Bruxelles, B.C E. 0412.432.122 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 30.06 2011 portant, notamment, approbation de la convention relative à des prestations complémentaires et par laquelle les parties ont convenu de prolonger de trois ans la durée de dix ans initialement prévue du marché, soit jusqu'au 30 11.2018 ;

Considérant que la S.T.I.B sera à terme responsable de l'entretien des abris pour voyageurs mais que cette procédure nécessitera encore un temps certain ;

Considérant que la commune souhaite s'inscrire dans le développement des villes numériques et procéder à l'installation des équipements suivants : cinq écrans digitaux de format 2 m² intégrés et /ou dissociés des abris pour usagers des transports en commun contenant entre autres des messages d'intérêts communaux ,

Considérant qu'en contrepartie, la S.A. CLEAR CHANNEL BELGIUM demande une prolongation de 3 ans du contrat qui vient à échéance le 30.11 2018 ;

Considérant qu'outre les écrans digitaux, la S.A. CLEAR CHANNEL BELGIUM mettra divers mobiliers urbains à disposition de la commune ;

Considérant que la convention ci-annexée vise à arrêter les modalités de l'accord à intervenir entre les parties ,

Considérant que cette convention se fonde sur l'article 17, § 2, 2°, a) de la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

DECIDE, dans le cadre du marché relatif à la livraison, au placement et à l'entretien du mobilier urbain sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et plus particulièrement dans le cadre du lot 2, d'approuver le projet de convention ci-annexée relative à des prestations complémentaires, à savoir la livraison, le placement et l'entretien de cinq écrans digitaux de format 2 m² ainsi qu'une possibilité pour la commune de commander du mobilier complémentaire à concurrence de 46.000,00 EUR.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

GR - Wegen - Stedelijk meubilair - Algemene offerteaanvraag met Europese bekendmaking - Perceel 2 (wachthuisjes voor reizigers) - Dienstjaren 2003 tot 2018 - Bijkomende prestaties - Dienstjaren 2018 tot 2021

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 236, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017;

Gelet op de wet van 24.12.1993, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 28.04 2003, houdende, met name, gunning van de opdracht betreffende de levering, de plaatsing en het onderhoud van het stedelijk meubilair op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en in het bijzonder het perceel 2 betreffende de levering, de plaatsing en waaronder ook het onderhoud van wachthuisjes voor reizigers aan de haltes van openbaar vervoer op het gebied van de gemeente, het onderhoud van de wachthuisjes voor de reizigers gelegen Tervurenlaan inbegrepen, voor een termijn van 10 jaar vanaf 01.12.2005, aan de N.V. CLEAR CHANNEL BELGIUM, Louisalaan 367, 1000 Brussel, K.B O 0412.432.122 ;

Gelet op de beraadslaging van het Gemeenteraad van 30.06.2011 houdende, met name, goedkeuring van de overeenkomst betreffende bijkomende prestaties en waardoor de partijen besloten hebben de oorspronkelijke termijn van 10 jaar te verlengen met 3 jaar dus tot 30.11.2018 ;

Overwegende dat de M.I.V B. op termijn verantwoordelijk zal worden voor het onderhoud van de wachthuisjes voor reizigers, maar dat deze procedure nog enige tijd zal vergen ,

Overwegende dat de gemeente zich wenst in te schrijven in de ontwikkeling van numerieke steden en wenst over te gaan tot de plaatsing van de volgende uitrustingen : vijf digitale schermen formaat 2 m² geïntegreerde of gedissocieerde wachthuisjes voor gebruikers van het openbaar vervoer die onder andere boodschappen van gemeentelijke nut bevatten ;

Overwegende dat N.V. CLEAR CHANNEL BELGIUM ter compensatie vraagt het huidige contract dat eindigt op 30.11.2018 met 3 jaar te verlengen ;

Overwegende dat N.V. CLEAR CHANNEL BELGIUM, naast de digitale schermen, stedelijk meubilair ter beschikking zal stellen van de gemeente ,

Overwegende dat de bijgevoegde overeenkomst tot doel heeft de termen van het akkoord tussen de partijen vast te stellen ;

Overwegende dat deze overeenkomst gebaseerd is op het artikel 17,§2, 2°, a), van de wet van du 24.12.1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht betreffende de levering, de plaatsing en het onderhoud van het stedelijk meubilair op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en in het bijzonder perceel 2, de hierbij gevoegde overeenkomst betreffende bijkomende prestaties goed te keuren, voornamelijk de levering, de plaatsing en het onderhoud van vijf digitale schermen formaat 2 m² evenals de mogelijkheid voor de gemeente om bijkomende stedelijk meubilair te bestellen, ten belope van 46.000,00 EUR.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmeis : 32 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

26 06.2018/A/0015 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 EUR ,

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 EUR ;

DECIDE de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres autorités subsidiaires.

Le Conseil prend connaissance et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants · 32 votes positifs.

GR - Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07 2017 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 135.000,00 EUR ,

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 135.000,00 EUR ,

BESLUIT de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van

subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere subsidierende overheden

De Raad neemt kennis en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmeis : 32 positieve stemmen.

Mobilité Stationnement - Mobiliteit Parkeerbeleid

26.06.2018/A/0016 CC - Règlement relatif l'octroi d'une prime à l'achat d'un Vélo à Assistance Electrique - Instauration

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ,

Considérant la politique communale de mobilité de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que dans ce cadre, la commune souhaite développer l'usage du Vélo à Assistance Electrique (V.A.E.), notamment dans le cadre des déplacements domicile-travail ,

Considérant le Plan de Déplacement d'Entreprise (P.D.E.) de la commune et les objectifs qui y sont liés ;

Considérant que la mise en place d'une prime communale pour l'achat d'un Vélo à Assistance Electrique (V.A.E.) doit faciliter le transfert modal de la voiture au vélo ;

DECIDE d'instaurer comme suit un règlement relatif à l'octroi d'une prime à l'achat d'un Vélo à Assistance Electrique :

Article 1

Dans les limites des budgets disponibles, la commune octroie une prime à l'achat de tout Vélo à Assistance Electrique neuf (V.A.E.) (vélo individuel, cargo, etc.). Est visé tout achat à dater de l'entrée en vigueur du présent règlement Pour déterminer la date d'achat, la date de la facture fait foi.

Article 2

Pour l'achat d'un Vélo à Assistance Electrique neuf, le montant de la prime correspond à 15 % du montant de la facture d'achat et est de maximum 200,00 EUR pour un vélo et de maximum 300,00 EUR pour l'achat d'un vélo-cargo.

Définitions

Article 3

Par "Vélo à Assistance Electrique" (V.A.E.), le présent règlement entend, selon la réglementation en vigueur et au sens de la directive européenne 2002/24/CE du 18.03 2002, "un cycle à pédalage assisté, équipé d'un moteur auxiliaire électrique d'une puissance nominale continue maximale de 0,25 kilowatt dont l'alimentation est réduite progressivement et finalement interrompue lorsque le véhicule atteint une vitesse de 25km/h ou, plus tôt, si le cycliste arrête de pédaler".

Ne sont pas visés les vélos pour enfants, cuistax, trottinettes et trottinettes électriques, etc.

Conditions d'octroi de la prime

Article 4

Afin de pouvoir bénéficier de la prime, les conditions suivantes doivent être réunies

dans le chef du demandeur :

- être une personne physique ;
- être majeur et domicilié sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;
- acheter pour son usage propre un Vélo à Assistance Electrique neuf ;
- ne percevoir qu'un maximum de deux primes par ménage endéans les 3 ans ;
- s'engager à ne pas revendre le vélo pendant une durée de 3 ans et à faire le plus possible usage du vélo dans le cadre de ses déplacements quotidiens via une attestation sur l'honneur.

Article 5

Par dérogation à l'article 4, la prime est également accessible au personnel communal de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre (y compris le personnel enseignant), au personnel du C.P.A.S., de l'A.I.S., de P.A.J., des centres de quartiers et de Sportcity

Article 6

Dans le cas où la charge budgétaire résultant du nombre de demandes introduites excèderait le budget disponible pour une année, la date de réception du dossier complet servira de critère d'attribution et la demande sera honorée sur le budget de l'année suivante.

Procédure d'octroi de la prime

Article 7

Pour bénéficier de la prime, le demandeur doit introduire par écrit, auprès de la commune de Woluwe-Saint-Pierre (Cellule Mobilité - avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles - mobilite@woluwe1150.irisnet.be), un dossier constitué des documents suivants :

- le formulaire de demande dûment rempli, daté et signé ,
- une copie de la facture d'achat détaillée et établie au nom du demandeur (respect des prescriptions de l'article 4) ;
- la preuve de paiement dudit bien ;
- l'attestation sur l'honneur ;
- une copie du certificat d'homologation ou de la page du manuel stipulant les caractéristiques du V.A.E ;
- La preuve du gravage antivol (photo).

Les demandes doivent être adressées au plus tard 3 mois après l'achat du Vélo à Assistance Electrique. Passé ce délai, la prime ne peut plus être octroyée

Article 8

Un accusé de réception par demande attestant que le dossier est complet sera adressé au demandeur

En cas de demande incomplète, le demandeur devra envoyer les documents manquants à la commune dans un délai de 30 jours calendrier à dater de la date d'envoi du courrier déclarant la demande incomplète. A défaut, il ne sera pas tenu compte de la demande et la prime ne sera pas octroyée

La date de réception du dossier complet fixe l'ordre d'attribution pour l'octroi de la prime.

Article 9

Le Collège des Bourgmestre et Échevins analyse le bien-fondé de la demande. Le demandeur de la prime sera averti par courrier ou courriel de la décision.

Article 10

La prime est versée par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre sur le numéro de compte bancaire indiqué par le demandeur sur le formulaire de demande.

Article 11

Sans préjudice des éventuelles poursuites judiciaires, l'aide financière versée en vertu du présent règlement doit être remboursée à la commune de Woluwe-Saint-Pierre ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision du recouvrement en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse en vue de l'obtenir indûment ou en cas de non respect des conditions fixées à l'article 4.

Le Collège échevinal est le seul compétent pour trancher tout litige relatif au non-octroi ou au remboursement de cette prime.

Entrée en vigueur

Article 12

Le présent règlement entre en vigueur au 01.07.2018.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants . 32 votes positifs.

GR - Reglement betreffende de toekenning van een premie voor de aankoop van een Elektrische Fiets - Instelling

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Overwegende het gemeentelijk mobiliteitsbeleid van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat de gemeente in dat kader het gebruik van de elektrische fiets wenst aan te moedigen voor de verplaatsingen van en naar het werk ;

Overwegende het Bedrijfsvervoerplan (BVP) van de gemeente en de doelstellingen die daaruit voortvloeien ;

Overwegende dat het instellen van een gemeentelijke premie voor de aankoop van een elektrische fiets de modale overgang van de wagen naar de fiets moet faciliteren ;

BESLUIT een reglement voor de aankooppremie van een elektrische fiets als volgt in te stellen .

Artikel 1

Binnen de grenzen van het beschikbare budget kent de gemeente een premie toe bij de aankoop van een nieuwe elektrische fiets (individuele fiets, bakfiets enz...). In aanmerking komen alle aankopen vanaf de inwerkingtreding van het huidige reglement. Als aankoopdatum wordt de datum van de aankoopfactuur genomen.

Artikel 2

Voor aankoop van een nieuwe elektrische fiets stemt het bedrag van de premie overeen met 15% van het bedrag op de aankoopfactuur met een maximum van € 200 voor een elektrische fiets en een maximum van € 300 voor de aankoop van een elektrische bakfiets.

Definities

Artikel 3

Onder "elektrische fiets" verstaat het onderhavige reglement, volgens de van kracht zijnde regelgeving en in de zin van de Europese richtlijn 2002/24/CE van 18.03.2002,

“een rijwiel uitgerust met een elektrische hulpmotor met een nominaal continu vermogen van maximaal 0,25 kW, waarvan de aandrijfkracht geleidelijk vermindert en tenslotte wordt onderbroken wanneer het voertuig een snelheid van 25 km/u bereikt, of eerder, indien de bestuurder ophoudt met trappen”.

Kinderfietsen, cuistaxen, en steps komen niet in aanmerking

Toekenningsvoorwaarden van de premie

Artikel 4

De aanvrager moet voldoen aan de volgende voorwaarden om recht te hebben op de premie:

- een natuurlijke persoon zijn;
- meerderjarig zijn en gedomicilieerd zijn in Sint-Pieters-Woluwe;
- voor eigen gebruik een nieuwe elektrische fiets kopen,
- niet genoten hebben van de onderhoudende premie in de 3 jaar voorafgaand aan de aanvraag,
- zich ertoe verbinden de fiets niet door te verkopen gedurende een periode van 3 jaar en de fiets zo veel mogelijk te gebruiken voor dagelijkse verplaatsingen via een verklaring op erewoord.

Artikel 5

In afwijking van artikel 4 is de premie ook beschikbaar voor gemeenteambtenaren van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe (inclusief onderwijzend personeel), personeel van het OCMW, AIS, PAJ, buurtcentra en Sportcity.

Artikel 6

In het geval dat de budgettaire last als gevolg van het aantal ingediende aanvragen het beschikbare budget voor een jaar overschrijdt, geldt de datum van ontvangst van het volledige dossier als gunningscriterium en wordt de aanvraag gehonoreerd op de begroting van het volgende jaar.

Procedure voor toekenning van de premie

Artikel 7

Om te genieten van de premie moet de aanvrager bij de gemeente Sint-Pieters-Woluwe (Cel Mobiliteit – Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel – mobiliteit@woluwe1150.be) een schriftelijk dossier indienen met de volgende documenten.

- het behoorlijk ingevuld aanvraagformulier, gedateerd en ondertekend;
- een kopie van de gedetailleerde aankoopfactuur (naleving van de voorschriften in artikel 3);
- het betalingsbewijs van dit goed;
- de verklaring op erewoord;
- een kopie van het homologatieattest of van de pagina uit de handleiding met de kenmerken van de elektrische fiets.
- bewijs van graveren fiets (foto).

De aanvraag moet ingediend worden ten laatste 3 maanden na de aankoop van de elektrische fiets. Na deze termijn kan de premie niet meer toegekend worden.

Artikel 8

Per aanvraag zal er aan de aanvrager een ontvangstbewijs gericht worden met de

bevestiging dat het dossier volledig is

Bij een onvolledige aanvraag moet de aanvrager de ontbrekende documenten naar de gemeente opsturen binnen een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van de brief ter bekendmaking van de onvolledige aanvraag. Bij gebrek hieraan zal er geen rekening gehouden worden met de aanvraag en zal de premie niet toegekend worden.

De datum van ontvangst van het volledige dossier bepaalt de volgorde voor de toekenning van de premie.

Artikel 9

Het college van burgemeester en schepenen analyseert de gegrondheid van de aanvraag. De aanvrager van de premie wordt per post of e-mail op de hoogte gesteld van de beslissing.

Artikel 10

De premie wordt door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe gestort op het rekeningnummer dat de aanvrager op het aanvraagformulier ingevuld heeft

Artikel 11

Onverminderd eventuele gerechtelijke vervolging moet de financiële steun die gestort werd krachtens het onderhavige reglement terugbetaald worden aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, evenals de daaraan verbonden interesten berekend volgens de wettelijke rentevoet die geldt op de datum van de beslissing tot invordering, in geval van een onjuiste of frauduleuze verklaring om de premie onrechtmatig te verkrijgen, of indien blijkt dat de voorwaarden van artikel 4 niet gerespecteerd worden

Alleen het schepencollege is bevoegd om geschillen betreffende het niet toekennen of de terugvordering van de premie te beslechten.

Inwerkingtreding

Artikel 12

Het onderhavige reglement treedt in werking op 01.07.2018

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmeis : 32 positieve stemmen.

Urbanisme - Stedenbouw

26 06 2018/A/0017 CC - Urbanisme - Elaboration d'un Règlement Communal d'Urbanisme Zoné (R.C.U.Z.) - Plateau de Stockel - Approbation définitive

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ,

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (Co.B.A.T.), approuvé par arrêté du 09.04.2004 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et modifié à plusieurs reprises, notamment les articles 91 à 93 ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17.05.2017 décidant d'élaborer un Règlement Communal d'Urbanisme Zoné (R.C.U.Z.) ,

Vu la délibération du Conseil Communal du 20.03.2018 décidant d'adopter provisoirement le projet de Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour "le Plateau de Stockel" et de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'accomplissement des formalités légales en vue d'une adoption définitive dudit règlement Considérant que

le quartier dit "Plateau de Stockel" a une identité propre, bien marquée sur ce large espace plane et aéré, et s'est développé en un ensemble bâti très cohérent, sous le modèle d'une "ville à la campagne" ;

Considérant qu'il bénéficie d'un patrimoine et de perspectives paysagères remarquables , qu'il se caractérise par une grande homogénéité, directement liée à l'histoire et au développement urbanistique rapide ;

Considérant que malgré ces qualités manifestes, les références et publications spécifiques au quartier sont maigres, voire inexistantes ; qu'en effet, cette portion du territoire aussi cohérente soit-elle n'a pas encore fait l'objet d'une étude spécifique qui puisse identifier ses caractéristiques communes ainsi que sa plus-value à l'échelle de l'entité de Woluwe-Saint-Pierre et même de la Région ;

Considérant qu'en conséquence, la Commune est juridiquement démunie quand il s'agit de traiter des demandes de permis d'urbanisme et des transformations sur ce territoire, en particulier lorsqu'elles mènent à la densification et à la dénaturation du quartier ,

Considérant que ces motivations ont mené la Commune à la décision d'élaborer un Règlement Communal d'Urbanisme Zoné, afin d'apporter un cadre légal spécifiquement adapté au Plateau de Stockel ;

Considérant que le projet de Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour le Plateau de Stockel a été soumis à l'enquête publique du 27.03 2018 au 27.04 2018 ,

Vu le procès verbal de clôture d'enquête publique établi le 30 04.2018 ;

Considérant que 33 remarques ou observations ont été introduites au cours de l'enquête publique ;

Vu l'avis de la commission de concertation du 01.06.2018, ci annexé et faisant partie intégrante de la présente délibération ,

Vu l'avis favorable conditionnel de ladite commission de concertation rédigé comme suit :

AVIS FAVORABLE, à condition de prévoir les modifications suivantes :

Caractéristiques des constructions

- Revoir la numérotation des articles là où cela s'avère nécessaire et ajouter un tableau de synthèse par catégorie au règlement ,
- Requalifier le terme DUO en "maison jumelée" (article 5.1 et sur les cartes) ,
- Préciser la zone à prendre en compte (article 5.2, 17 et 19.1), celle-ci recouvrira un rayon de 50 m autour de la parcelle concernée ,
- Autoriser le gabarit R+1+1 niveau en retrait s'inscrivant dans une toiture fictive à 45° (article 5.2) ;
- Etoffer la définition de la catégorie majeure et ajouter la dimension de valeur historique (article 6.2) ;
- Ajouter dans la liste de critères (article 6.3) . "la qualité de l'architecture et de ses détails constructifs et décoratifs" ,
- Modifier l'article 12 3 dans le sens que les châssis en PVC ne seront interdits que dans les catégories Majeure, Remarquable et d'Accompagnement ,
- Ajouter les articles concernant des dispositifs de climatisation, ventilation dans la partie rénovation (article 15) ;
- Modifier l'article 16 de la manière suivante :
 - Le paragraphe 16.1 sera supprimé ;

- Le paragraphe 16.2 sera modifié de la manière suivante "En cas de division de logements, ceux-ci respecteront les conditions suivantes" .
 - Le premier alinéa sera supprimé ;
 - Le 3^{ème} alinéa sera reformulé . "Les logements divisés devront être pourvus des locaux de service tels que . local vélos-poussettes, local poubelle ainsi qu'une cave par logement" ,
 - Le 6^{ème} alinéa sera reformulé : "à défaut" sera remplacé par "si cela n'est pas possible"
- Le paragraphe 16.3 sera supprimé ;
- Le paragraphe 16.4 sera supprimé ;
- Opérer les modifications de catégories adéquates des biens (et les plans annexes) et notamment suivants les observations reprises plus haut ;

Caractéristiques et traitement des constructions neuves

- Reprendre les articles 17 à 24 dans un Titre 2 . Caractéristiques et traitement des constructions neuves ,
 - Coordonner les articles 17 et 19 ,
 - Exclure la zone comprise dans le P.P A S. n° IX/6 de l'article 18.2 du R.C.U.Z ,
 - Préciser la notion de "gabarit" de l'article 19, que celui-ci signifie tant la hauteur, la largeur que la profondeur ,
 - Modifier le Titre de l'article 23 en "Constructibilité des parcelles" ;
 - Ajouter un paragraphe traitant particulièrement des petites parcelles allongées et vierges en alignement, celui-ci sera complété d'un schéma explicatif (article 23.2) ;
 - Renommer l'article 24 "Constructions isolées ou en mitoyenneté sur une parcelle déjà construite" ,
 - qu'au 4^{ème} alinéa dudit article "en distinguant les arbres remarquables" doit être déplacé en fin de phrase afin que le plan d'implantation se rapporte bien à tous les arbres à haute tige, remarquables ou non ;
 - qu'au 5^{ème} alinéa "diamètre" doit être remplacé par circonférence ;
 - Supprimer la mention du P/S dans le paragraphe 24.3 ;
 - Ajouter : "les gabarits en intérieur d'îlot seront limités à R+T ou R+1" ;

Gestion des abords et plantations

- Modifier l'article 26 en terme de hauteur de haies : le règlement proposera des recommandations et pas de règle, ceci tout en insistant au respect de l'article 26.1 ;
- Considérant qu'en vue d'une harmonisation entre les hauteurs de haies (bien que celle-ci ne soit pas obligatoire) et les piliers, la hauteur de ceux-ci est portée à 1,50 m maximum ;

- Porter la hauteur des piliers à 1,50 m maximum ;
- Reformuler le 4^{ème} alinéa du paragraphe 26.3 pour une meilleure compréhension ;
- Modifier la 2^{ème} phrase du paragraphe 26.4 . « La hauteur ne dépassera en aucun cas 1,50 m ou 1,80 m dans le respect de l'article 26.3 » ,
- Supprimer "avoisinentes" de la 2^{ème} condition du paragraphe 28 2 ;
- Supprimer "à l'air libre depuis la voie publique" de l'article 29 ;
- Prévoir en règle complémentaire au maximum de 40 % de surfaces imperméables en zone de cours et jardin, une surface maximum de 100 m² en valeur absolue à l'exclusion de la surface des piscines (article 32) ,
- Considérant que l'article 33 doit être repensé en concordance avec l'article 28 ,

Considérant qu'il s'indique d'adapter le projet de Règlement Communal d'Urbanisme Zoné en fonction des remarques émises ,

Considérant que le service urbanisme s'est aperçu qu'une erreur matérielle s'est glissée au 4^{ème} alinéa des modifications à prévoir dans la version française de l'avis de commission de concertation ;

Considérant que comme en atteste la version néerlandaise et les considérant se rapportant à ce point, il y a lieu de lire : «Autoriser le gabarit R+2+1 niveau en retrait s'inscrivant dans une toiture fictive à 45° (article 5.2) » à la place de "Autoriser le gabarit R+1+1 niveau en retrait s'inscrivant dans une toiture fictive à 45° (article 5.2)" et que les modifications seront dès lors faite en fonction ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ,

DECIDE :

- d'adopter le Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour "le Plateau de Stockel" tel qu'annexé à la présente délibération ;
- de transmettre la présente délibération, pour disposition, à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et à M. le Secrétaire d'Etat chargé de l'Aménagement du Territoire pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants . 31 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Tanguy Verheyen.

GR - Stedenbouw - Opstellen van een Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening (Z.Gem.S.V.) - Plateau van Stokkel - Definitieve Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 117 ;

Gelet op het Brussels wetboek van ruimtelijke ordening (B.W.R.O.) goedgekeurd bij besluit van 09.04.2004 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en herhaaldelijk gewijzigd, met name artikelen 91 tot 93 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 17.05.2017 waarbij besloten werd een Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening (Z.Gem.S.V.) op te stellen ,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20.03.2018 beslissend het project

van Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening voor het "Plateau van Stokkel" voorlopige goed te keuren en het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten de wettelijke formaliteiten te vervullen met het oog op de definitieve goedkeuring van deze verordening ;

Overwegende dat de zogenaamde wijk "Plateau van Stokkel" een eigen identiteit heeft die duidelijk herkenbaar is op deze open, vlakke en luchtige ruimte, en zich als een coherent bebouwd geheel onwikkeld heeft, als model van "stad op het platteland" ;

Overwegende dat deze wijk over een opmerkelijk patrimonium en opmerkelijke landschapsperspectieven beschikt, gekarakteriseerd door een grote homogeniteit, rechtstreeks verbonden met de geschiedenis en met een snelle stedenbouwkundige ontwikkeling ;

Overwegende dat, ondanks haar uitgesproken kwaliteiten, er weinig of geen specifieke referenties en publicaties bestaan ; dat dit gedeelte van het territorium, hoe samenhangend ook, nog nooit het voorwerp heeft uitgemaakt van een specifieke studie die de gemeenschappelijke kenmerken en de meerwaarde vastlegt op het niveau van de entiteit Sint-Pieters-Woluwe en zelfs van het Gewest ,

Overwegende dat bijgevolg, de Gemeente juridisch kwetsbaar is met betrekking tot het behandelen van de aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen en van wijzigingen op dit grondgebied, en vooral wanneer deze leiden tot de densificatie en de denaturatie van de wijk ,

Overwegende dat deze beweegredenen de gemeente ertoe gebracht hebben een Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening op te stellen, ten einde een specifiek aangepast wettelijk kader te bezorgen op maat van het plateau van Stokkel ;

Overwegende dat het project van Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening aan speciale regelen van openbaarmaking werd onderworpen van 27.03.2018 tot en met 27.04.2018 ;

Gelet op het proces-verbaal van sluiting van openbaar onderzoek opgericht op 30.04.2018 ;

Overwegende dat 33 klachten, opmerkingen of aanvragen om gehoord te worden werden ingediend tijdens het openbaar onderzoek ;

Gelet op het advies van het overlegcommissie van 01.06 2018, hierbij gevoed en die integrerend deel uitmaakt van deze beraadslaging ;

Gelet op het voorwaardelijk gunstig advies van het overlegcommissie opgesteld als volgt :

GUNSTIG ADVIES, op voorwaarde dat de volgende aanpassingen worden aangebracht :

Kenmerken van de bouwwerken

- De nummering van de artikelen indien nodig herzien en per categorie een samenvattende tabel toevoegen aan de verordening ;
- De term duo in "gekoppelde woning" veranderen (artikel 5.1 en op de kaarten) ;
- Verduidelijken welke zone in aanmerking moet worden genomen (artikel 5.2, 17 en 19.1). De zone zal een straal van 50 m rond het betreffende perceel beslaan ;
- Laat het bouwprofiel G+2+1 toe met teruggetrokken niveau in een fictief 45°-dak (artikel 5 2) ,
- Vul de definitie van de categorie hoog aan en voeg de dimensie van de historische waarde toe (artikel 6 2) ,

- In de lijst met criteria (artikel 6.3) het volgende toevoegen: “de kwaliteit van de architectuur en van de bouwkundige en decoratieve details” ;
- Wijzig artikel 12.3 in de zin dat PVC-lijsten alleen verboden zijn in de categorieën hoog, opmerkelijk en ondersteunend ,
- Voeg de artikelen toe m.b.t. de airconditioning en ventilatie in het deel renovatie (artikel 15) ;
- Wijzig artikel 16 als volgt :
 - Het eerste lid wordt geschrapt ;
 - Paragraaf 16.1 wordt geschrapt ;
 - Paragraaf 16.2 wordt als volgt gewijzigd: “Indien de woningen worden opgesplitst, zullen ze aan de volgende voorwaarden voldoen” .
 - Het eerste lid wordt geschrapt ,
 - Het derde lid wordt geherformuleerd: “Opgesplitste woningen moeten worden voorzien van serviceruimten zoals: lokaal voor tweewielers en buggy’s, huisvuil en een kelder per woning” ;
 - Het zesde lid wordt in het Frans geherformuleerd. “à défaut” wordt vervangen door “si ce n’est pas possible”.
 - Paragraaf 16.3 wordt geschrapt ;
 - Paragraaf 16.4 wordt geschrapt ;
- De wijzigingen doorvoeren in de juiste categorieën panden (en bijbehorende plannen) en in het bijzonder na de hierboven vermelde opmerkingen ;

Kenmerken en behandeling van nieuwe bouwwerken

- De artikelen 17 tot 24 opnemen in een Titel 2 : Kenmerken en behandeling van nieuwe constructies ;
 - Artikelen 17 en 19 coördineren ;
 - De zone uitsluiten die opgenomen is in het B.B.P. nr. IX/6 van artikel 18.2 van de Z.Gem.S.V. ;
 - Specificeer het begrip “bouwprofiel” van artikel 19, dat zowel hoogte, breedte als diepte betekent ;
 - Wijzig de titel van sectie 23 in “Bebouwbaarheid van de percelen” ;
 - Een paragraaf toevoegen die in het bijzonder betrekking heeft op kleine verlengde percelen zonder uitlijning. Die wordt aangevuld met een verklarend schema (artikel 23.2) ,
 - Artikel 24 herformuleren in “Vrijstaande of mandelige bouwwerken op een reeds bebouwd perceel” .
 - dat in het derde lid van dit artikel “met aparte vermelding van de opmerkelijke bomen” naar het einde van de zin moet worden verplaatst, zodat het inplantingsplan betrekking heeft op alle hoogstammige bomen, opmerkelijk of niet ;
 - dat de “diameter” van het vijfde lid moet worden vervangen door de omtrek ,
 - de verwijzing naar de V/T in paragraaf 24.3 schrappen ,

- toevoegen: “Bouwprofielen binnen in een huizenblok worden beperkt tot G+D of G+1” ,

Beheer van de naaste omgeving en de beplantingen

- Artikel 26 bewerken in termen van de hoogte van de hagen: de verordening zal aanbevelingen en geen regels voorstellen, maar aandringen op de naleving van artikel 26.1 ,
- Overwegende dat, om de hoogte van de hagen en de paaltjes te harmoniseren (hoewel dit niet verplicht is), de hoogte van deze hagen wordt verhoogd tot maximaal 1,50 m ;
- De hoogte van de paaltjes op maximaal 1,50 m brengen ,
- Het vierde lid van paragraaf 26.3 herformuleren voor een beter begrip ,
- De tweede zin van paragraaf 26.4 wijzigen : “De voorgestelde hoogte mag niet hoger zijn dan 1,50 m of 1,80 m in naleving van artikel 26.3” ;
- Schrap “belendende” van de tweede voorwaarde van paragraaf 28.2 ;
- Schrap “bovengrondse” en “die zichtbaar is vanaf de openbare weg” ;
- Een aanvullende regel voorzien van maximaal 40 % van de ondoorlatende oppervlakken in koei- en tuinstroken, een maximale oppervlakte van 100 m² in absolute waarde exclusief de oppervlakte van de zwembaden (artikel 32) ;
- Overwegende dat artikel 33 opnieuw moet worden geformuleerd overeenkomstig artikel 28 ;

Overwegende dat het project van de Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening aangepast moet worden inachtneming van de ingediende bezwaarschriften ;

Overwegende dat de dienst stedenbouw opgemaakt heeft dat er zich een materieel fout heeft geslopen in het vierde lid van de te voorziene wijzigingen van de Franse versie van het advies van de overlegcommissie ;

Overwegende dat de Nederlandstalige versie het aantoont en dat de overwegingen betrekking hebben tot dit punt, moet bijgevolg als volgt luidt: “een bouwprofiel G+2+1 teruggetrokken bouwlaag die zich inschrijft binnenin een fictief 45° dak inschrijft toelaten (artikel 5.2)” in plaats van “een bouwprofiel G+1+1 teruggetrokken bouwlaag die zich inschrijft binnenin een fictief 45° dak inschrijft toelaten (artikel 5.2)” en dat op basis van deze, wijzigingen aangebracht zullen worden ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ,

BESLUIT ·

- de Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening voor het "Plateau van Stokkel" die als bijlage aan deze beraadslaging gevoegd is, goed te keuren ;
- deze beraadslaging, voor beschikking, over te maken aan Dhr. Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en aan Dhr. Staatssecretaris bevoegd voor Ruimtelijk Ordening voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 31 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding Tanguy Verheyen

Service juridique - Juridische dienst

26.06.2018/A/0018 **CC - Propriétés communales - Centre sportif - Wolu Sports Park - Exploitation de l'école de danse - Concession - Convention - Approbation - Dispositions - Exercices 2018 à 2021**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Vu la convention de concession domaniale du 27.06.2014 par laquelle la Région de Bruxelles-Capitale a donné en concession à la commune les terrains de sport et les installations sportives du Centre sportif situé avenue Edmond Galoppin 1 dans le Parc de Woluwe à 1150 Woluwe-Saint-Pierre pour une durée de 23 ans prenant cours à la date du 01.09.2014 ,

Considérant qu'en vertu de ladite convention de concession domaniale, la commune a repris la gestion et l'exploitation du Wolu Sports Park à partir du 01.09.2014 ;

Considérant que la commune a sous-concédé à un tiers l'exploitation de l'école de danse ,

Vu la convention de concession d'exploitation de l'école de danse du Wolu Sports Park conclue entre la commune et l'A.S.B.L. DKDANSE, dont le siège social est situé rue Vandenhoven 62, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0831.296.829, entrée en vigueur le 01.09.2015 pour une durée de 3 ans ;

Considérant que ladite convention arrive à échéance en date du 31.08.2018 ,

Considérant que la commune souhaite à nouveau sous-concéder à un tiers l'exploitation de l'école de danse et fixer les conditions de cette sous-concession ;

Vu la loi du 17.06.2016 relative aux contrats de concession ;

Vu l'arrêté royal du 25.06.2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession ;

Considérant que la sous-concession de l'exploitation de l'école de danse constitue une concession de services au sens de l'article 2, alinéa 1, 7°, b) de la loi du 17.06.2016 relative aux contrats de concession ;

Considérant qu'en vertu de l'article 3 de la loi du 17.06.2016 relative aux contrats de concession, cette dernière ne s'applique néanmoins qu'aux concessions de services d'une valeur égale ou supérieure au seuil fixé par le Roi ;

Considérant que l'article 4 de l'arrêté royal du 25.06.2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession a fixé ledit seuil à 5.225.000,00 EUR ;

Considérant que la valeur à prendre en compte correspond au chiffre d'affaires total du concessionnaire généré pendant la durée du contrat, hors taxe sur la valeur ajoutée, estimé par la commune eu égard aux services qui font l'objet de la concession ainsi qu'aux fournitures complémentaires liées auxdits services ;

Considérant que la nouvelle sous-concession sera attribuée pour une période d'un an renouvelable deux fois , qu'elle prendra cours le 01.09.2018 pour se terminer au plus tard le 31.08.2021 ;

Considérant qu'il ne fait pas de doute que la valeur estimée de la nouvelle sous-concession est inférieure au seuil de 5.225.000,00 EUR, de sorte que la loi du 17.06.2016 relative aux contrats de concession n'est pas d'application ,

Considérant qu'en vertu des principes généraux de droit administratif, même si la loi du 17.06.2016 relative aux contrats de concession ne s'applique pas à la présente concession, la commune est néanmoins tenue de respecter les principes d'égalité, de publicité et de transparence et d'organiser par conséquent une procédure de mise en concurrence entre les différents sous-concessionnaires qui seraient intéressés par l'exploitation de l'école de danse ,

Considérant que la commune souhaite que la procédure de mise en concurrence soit organisée et la sous-concession octroyée selon les modalités et conditions reprises à la convention de concession d'exploitation de l'école de danse du Wolu Sports Park ci-annexée ,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

1. de sous-concéder à un tiers l'exploitation de l'école de danse du Wolu Sports Park, situé avenue Edmond Galoppin 1 à 1150 Bruxelles, par sa mise en concession aux conditions reprises à la convention de concession d'exploitation de l'école de danse du Wolu Sports Park ci-annexée d'une durée d'un an reconductible deux fois pour une période d'un an et prenant cours le 01.09.2018 pour se terminer au plus tard le 31.08.2021 ;
2. d'approuver la convention de concession d'exploitation de l'école de danse du Wolu Sports Park ci-annexée ;
3. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de diligenter la procédure de mise en concurrence relative à la concession d'exploitation, de désigner le sous-concessionnaire sur base des conditions reprises à ladite concession d'exploitation et de conclure avec le sous-concessionnaire qui sera désigné la convention de concession d'exploitation de l'école de danse du Wolu Sports Park ci-annexée.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

GR - Gemeente-eigendommen - Sportcentrum - Wolu Sports Park - Uitbating van de dansschool - Concessie - Overeenkomst - Goedkeuring - Beschikkingen - Dienstjaren 2018 tot 2021

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 en 232 ;

Gelet op de domaniale concessieovereenkomst van 27.06.2014 waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de gemeente de sportvelden en de sportieve installaties van het Sportcentrum gelegen Edmond Galoppinlaan 1, in het Woluwe Park te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, in concessie heeft gegeven voor een periode van 23 jaar vanaf 01.09.2014 ;

Overwegende dat ingevolge genoemde domaniale concessieovereenkomst, de gemeente het beheer en de uitbating van de Wolu Sports Park overgenomen heeft vanaf 01.09.2014 ,

Overwegende dat de gemeente de uitbating van de dansschool aan een derde heeft toegewezen ;

Gelet op de concessieovereenkomst voor uitbating van de dansschool van de Wolu Sports Park gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W DKDANSE, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Vandenhovenstraat 62, 1150 Brussel, K B O. 0831

296 829, en in voege sinds 01 09.2015 voor de duur van drie jaar ;
Overwegende dat genoemde overeenkomst op 31.08.2018 afloopt ,
Overwegende dat de gemeente de uitbating van de dansschool opnieuw aan een derde wil toewijzen en de voorwaarden ervan wil bepalen ;
Gelet op de wet van 17.06 2016 betreffende de concessieovereenkomsten ,
Gelet op het koninklijk besluit van 25 06 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten ;
Overwegende dat de toewijzing van de uitbating van de dansschool aan een derde eigenlijk gaat over een concessie van diensten in de zin van artikel 2, alinea 1, 7°, b) van de wet van 17.06.2016 betreffende de concessieovereenkomsten ;
Overwegende dat krachtens artikel 3 van de wet van 17 06.2016 betreffende de concessieovereenkomsten, deze echter alleen van toepassing is op de concessies voor diensten met een waarde die gelijk is aan of hoger is dan de door de Koning bepaalde drempel ,
Overwegende dat artikel 4 van het koninklijk besluit van 25.06.2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten genoemde drempel bepaald heeft op 5 225.000,00 EUR ;
Overwegende dat de waarde waar moet rekening mee gehouden worden, overeenstemt met het totale zakencijfer van de concessiehouder tijdens de duur van het contract, buiten belasting over de toegevoegde waarde, geschat door de gemeente, gezien de diensten die het voorwerp zijn van de concessie, alsook de bijkomende leveringen verbonden aan genoemde diensten ;
Overwegende dat de nieuwe uitbating zal toegewezen worden voor één jaar, twee maal hernieuwbaar ; dat ze zal starten op 1.09.2018 om ten laatste op 31.08.2021 te eindigen ,
Overwegende dat de geschatte waarde van de nieuwe uitbating zonder twijfel lager is dan de drempel van 5.225.000,00 EUR, waardoor de wet van 17.06.2016 betreffende de concessieovereenkomsten niet van toepassing is ;
Overwegende dat krachtens de algemene principes van administratief recht, zelfs indien de wet van 17.06.2016 betreffende de concessieovereenkomsten niet van toepassing is voor deze concessie, is de gemeente echter gehouden de principes van gelijkheid, bekendmaking en transparantie te eerbiedigen en bijgevolg een mededingingsprocedure op te starten tussen de verschillende inschrijvers die zouden geïnteresseerd zijn in de uitbating van de dansschool ;
Overwegende dat de gemeente wenst dat de mededingingsprocedure wordt georganiseerd en de concessie wordt verleend volgens de modaliteiten en voorwaarden opgenomen in de concessieovereenkomst voor uitbating van de dansschool van het Wolu Sports Park, hier bijgevoegd ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ,
BESLUIT :

1. de uitbating van de dansschool van het Wolu Sports Park, gelegen Edmond Galoppinlaan 1 te 1150 Brussel, aan een derde toe te wijzen, door een concessie te verlenen tegen de voorwaarden opgenomen in de hierbij gevoegde concessieovereenkomst voor uitbating van de dansschool van het Wolu Sports Park, voor één jaar, twee maal hernieuwbaar voor een periode van één jaar vanaf 01.09 2018 om ten laatste op 31.08.2021 te eindigen ;
2. de hierbij gevoegde concessieovereenkomst voor uitbating van de dansschool van het Wolu Sports Park goed te keuren ,
3. het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten de mededingingsprocedure betreffende de uitbatingsconcessie met spoed op te starten, de inschrijver aan te duiden op basis van de voorwaarden opgenomen

in genoemde uitbatingsconcessie en met de inschrijver die aangeduid wordt, een concessieovereenkomst voor uitbating van de dansschool van het Wolu Sports Park, af te sluiten.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

26 06.2018/A/0019 **CBE - CC - Contentieux - Environnement - Nuisances liées au survol aérien de la commune - Jugement du 19.07.2017 - Action devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles - Autorisation d'ester en justice**

LE CONSEIL,

Vu l'action en cessation environnementale introduite en date du 09.05 2014 devant le Tribunal de première instance de Bruxelles par la Région de Bruxelles-Capitale, procédure à laquelle se sont jointes différentes communes bruxelloises ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19.06.2014 portant désignation de la S.P.R.L CAMBIER ASSOCIATIONS D'AVOCATS, représentée par Me Benoît CAMBIER, avenue Winston Churchill 253/40, 1180 Bruxelles, aux fins d'examiner les possibilités et les moyens d'actions judiciaires que la commune pourrait mettre en oeuvre dans le cadre desdites nuisances liées au survol aérien de la commune ;

Vu l'ordonnance du Tribunal de Première Instance de Bruxelles du 31.07 2014 ordonnant à l'Etat belge de cesser d'utiliser les routes du Canal telles que modifiées ou mises en œuvre depuis le 06.02 2014 ainsi que de cesser d'utiliser les deux sous-ensembles dits du "virage à gauche" tels qu'ils ont été modifiés ou mis en œuvre depuis le 06.02 2014 ; vu l'arrêt de la Cour d'Appel de Bruxelles rejetant le recours introduit par l'Etat belge à l'encontre de ladite ordonnance ;

Vu l'instruction ministérielle du 23.10.2014 donnée par la Ministre de la Mobilité Mme GALANT à Belgocontrol suite à l'ordonnance du Tribunal de Première Instance de Bruxelles du 31.07.2014 et mise en œuvre à partir du 02.04.2015 ,

Vu la délibération du Conseil communal du 23.02.2016 décidant d'autoriser l'introduction d'une action en cessation de la commune contre l'Etat belge et/ou Belgocontrol devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles et/ou de toute action judiciaire utile en vue de préserver les droits de la commune et ses riverains ainsi que de remédier aux nombreuses nuisances subies ;

Vu la citation en cessation environnementale du 10.06.2016 signifiée par la commune contre l'Etat Belge ;

Vu les citations environnementales signifiées par la Région de Bruxelles-Capitale contre l'Etat Belge ;

Vu le jugement du 19.07.2017 du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, siégeant comme en référé, déclarant les actions en cessation environnementale fondées et condamnant l'Etat Belge à différentes mesures ;

Considérant que l'Etat Belge ne respecte pas le prescrit du jugement du 19.07 2017 ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a dès lors l'intention de revenir devant le tribunal afin, notamment, de postuler la condamnation de l'Etat Belge à des astreintes en vue de respecter ledit jugement ;

Considérant que la commune et ses riverains subissent de trop nombreuses nuisances liées au survol aérien de la commune qui portent de manière illégale et disproportionnée atteinte à leurs droits ;

Que par conséquent il y a lieu d'autoriser l'intervention volontaire de la commune à la

procédure qui sera réintroduite par la Région de Bruxelles-Capitale contre l'Etat Belge devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles et/ou le cas échéant d'autoriser la commune à introduire et à diligenter l'introduction d'une action contre l'Etat belge et/ou Belgocontrol devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles et/ou de toute action judiciaire utile en vue de préserver les droits de la commune et de ses riverains ainsi que de remédier aux nombreuses nuisances subies ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 270 ;

DECIDE d'autoriser l'intervention volontaire de la commune à la procédure qui sera réintroduite par la Région de Bruxelles-Capitale contre l'Etat Belge devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles et/ou le cas échéant d'autoriser la commune à introduire et à diligenter l'introduction d'une action contre l'Etat belge et/ou Belgocontrol devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles et/ou de toute action judiciaire utile en vue de préserver les droits de la commune et de ses riverains ainsi que de remédier aux nombreuses nuisances subies.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Famille - Jeunesse - Seniors - Service social - Famille - Jeugd - Senioren - Sociale dienst

26.06.2018/A/0020 CC - Politique des moins-valides - Répartition de subsides en faveur d'associations actives dans divers projets pour handicapés - Exercice 2018

LE CONSEIL,

Vu le crédit inscrit à l'article de dépenses 8330/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 en vue de permettre l'attribution de subsides en faveur d'associations actives dans divers projets pour personnes handicapées ,

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires desdits subsides ,

Considérant la proposition de subvention faite par le Conseil Consultatif de la Personne Handicapée ;

DECIDE de répartir comme suit une partie du crédit d'un montant de 4 500,00 EUR inscrit à l'article de dépenses 8330/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 :

- un crédit de 1.240,00 EUR en faveur de l'association de fait LA MAISON D'A COTE, avenue van der Meerschen 51, 1150 Bruxelles, afin de participer au financement d'un nouveau site internet.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs

GR - Mindervalidenbeleid - Verdeling van subsidies ten gunste van verenigingen die actief zijn in diverse projecten voor personen met een handicap - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de krediet ingeschreven op het uitgavenartikel 8330/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 voor het toewijzen van subsidies ten

gunste van verenigingen die actief zijn in diverse projecten voor personen met een handicap ,

Overwegende dat de Gemeenteraad de naam van de te subsidiëren verenigingen moet specificeren ;

Overwegende het voorstel tot subsidiëring gemaakt door de Adviserende Raad voor de Gehandicapte Persoon ;

BESLUIT een deel van het krediet ten bedrage van 4.500,00 EUR ingeschreven op het uitgavenartikel 8330/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 als volgt te verdelen .

- een krediet van 1 240,00 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging "LA MAISON D'A COTE", van der Meerschenlaan 51, 1150 Brussel, om deel te nemen aan de financiering voor een nieuwe website.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers · 32 positieve stemmen.

TIC - Informatique - ICT - Informatica

26.06 2018/A/0021 **CC - Amendement au contrat en matière de traitement de données à caractère personnel - S.A. RICOH BELGIUM - Protection des données personnelles - Conclusion et approbation**

LE CONSEIL,

Vu, dans le cadre du marché n° 2015 039/P4//2015.O/INF.SV-SVV relatif à la location de matériel d'édition au cours des années 2015 à 2018, le contrat conclu avec la S.A. RICOH BELGIUM, ayant son siège social Medialaan 28a, 1800 Vilvorde, B.C E. 0418.856.193 ;

Considérant qu'en vertu du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), entré en vigueur le 25.05 2018, le traitement de données personnelles par un sous-traitant doit être régi par un contrat avec le responsable du traitement, à savoir la commune, qui définit notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées ;

Considérant que, dans le cadre du contrat conclu avec la société précitée, cette dernière fournit des services concernant une ou plusieurs activités d'impression, d'imagerie, de traitement de documents, de support et de maintenance, d'exploitation des processus métier et des activités connexes ;

Considérant qu'il convient de signer avec la S.A. RICOH BELGIUM un amendement au contrat en matière de traitement de données à caractère personnel afin de se mettre en conformité avec le RGPD ;

DECIDE :

1. de conclure avec la S.A RICOH BELGIUM, ayant son siège social Medialaan 28a, 1800 Vilvorde, B.C E 0418 856.193, un amendement au contrat en matière de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du marché n° 2015 039/P4//2015 O/INF.SV-SVV relatif à la location de matériel d'édition au cours des années 2015 à 2018 ;

2. d'approuver l'amendement au contrat repris en annexe

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs

GR - Wijziging van de overeenkomst met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens - N.V. RICOH BELGIUM - Bescherming van persoonsgegevens - Afsluiting en goedkeuring

DE RAAD,

Gelet, in het kader van de overheidsopdracht n° 2015 039/P4//2015.O/INF.SV-SVV betreffende de huur van afdrukmateriaal in de loop van de jaren 2015 tot 2018, op de overeenkomst afgesloten met de N.V. RICOH BELGIUM, met maatschappelijke zetel te 1800 Vilvoorde, Medialaan 28a, K.B.O. 0418.856.193 ;

Overwegende dat overeenkomstig de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG), in voege getreden op 25.05.2018, de behandeling van persoonsgegevens door een verwerker moet geregeld worden door een overeenkomst met een verwerkingsverantwoordelijke, namelijk de gemeente, die o a. het voorwerp en de duur van de verwerking, de aard en het doel van de verwerking, het type van persoonsgegevens en de categorieën van betrokken personen bepaalt ;

Overwegende dat, in het kader van de overeenkomst afgesloten met de bovengenoemde maatschappij, deze laatste diensten levert in verband met één of meerdere activiteiten als afdruk, beeldvorming, bestandenbeheer, ondersteuning en onderhoud, en uitbating van bedrijfsprocessen en aanverwante activiteiten ;

Overwegende dat met de N.V. RICOH BELGIUM een wijziging van de overeenkomst dient getekend te worden voor de verwerking van de persoonsgegevens teneinde aan de AVG te voldoen ;

BESLUIT :

1. met de N.V RICOH BELGIUM, met maatschappelijke zetel te 1800 Vilvoorde, Medialaan 28a, K.B.O. 0418 856.193, een wijziging van overeenkomst af te sluiten inzake de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de overheidsopdracht n° 2015.039/P4//2015.O/INF SV-SVV betreffende de huur van afdrukmateriaal in de loop van de jaren 2015 tot 2018 ;
2. de bijgevoegde wijziging van overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

26 06.2018/A/0022 **CC - Contrat de sous-traitance en matière de traitement de données à caractère personnel - S.A. EASI - Services de maintenance - Protection des données personnelles - Conclusion et approbation**

LE CONSEIL,

Vu le contrat de maintenance du serveur AS400 auprès de la S.A. EASI, ayant son siège social avenue Robert Schuman 12, 1401 Nivelles, B.C.E. 0465.741 144 ;

Vu également le renouvellement récent de la maintenance de trois serveurs HP auprès de cette même société ;

Vu en outre la possibilité future de souscrire aux services de maintenance de ladite société pour d'autres appareils de l'infrastructure informatique communale ;

Considérant qu'en vertu du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), entré en vigueur le 25 05 2018, le traitement de données personnelles par un sous-traitant doit être régi par un contrat avec le responsable du traitement, à savoir la commune, qui définit notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées ;

Considérant que dans le cadre de ces services de maintenance, la société précitée est amenée à procéder aux démarches suivantes :

- hébergement des données dans des Data Centers exclusivement gérés par le sous-traitant, ou solutions hébergées par une partie tierce, exemple sans limitation : Microsoft, Google, Amazon... ;
- sauvegarde des données dans des Data Centers exclusivement gérés par le sous-traitant, comme exposé dans sa politique de sauvegarde (backup) ;
- support sur les données des environnements locaux ;

Considérant que la S A EASI s'engage à traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet du contrat de sous-traitance, à savoir exclusivement leur conservation et leur sauvegarde ;

Considérant qu'il convient de signer avec la S.A. EASI un contrat de sous-traitance en matière de traitement de données à caractère personnel afin de se mettre en conformité avec le RGPD ;

DECIDE :

1. de conclure avec la S.A EASI, ayant son siège social avenue Robert Schuman 12, 1401 Nivelles, B.C.E. 0465.741.144, un contrat de sous-traitance en matière de traitement de données à caractère personnel dans le cadre de services de maintenance sur du matériel informatique communal ,
2. d'approuver le contrat repris en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

GR - Onderaannemingsovereenkomst met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens - N.V. EASI - Onderhoudsdiensten - Bescherming van persoonsgegevens - Afsluiting en goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het onderhoudscontract van de AS400-server bij de N.V. EASI, met maatschappelijke zetel te 1401 Nijvel, Robert Schumanlaan 12, K.B O. 0465.741.144 ;
Gelet op de recente hernieuwing van het onderhoud van de drie HP-serveers bij dezelfde maatschappij ;

Gelet evenwel op de mogelijkheid om in de toekomst bij dezelfde maatschappij andere onderhoudsdiensten te onderschrijven voor andere apparaten van de gemeentelijke informatica-infrastructuur ;

Overwegende dat overeenkomstig de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG), in voege getreden op 25.05.2018, de behandeling van persoonsgegevens door een verwerker moet geregeld worden door een overeenkomst met een verwerkingsverantwoordelijke, namelijk de gemeente, die o.a. het voorwerp en de duur van de verwerking, de aard en het doel van de verwerking, het type van persoonsgegevens en de categorieën van betrokken personen bepaalt ;

Overwegende dat in het kader van deze onderhoudsdiensten de bovengenoemde maatschappij verzocht wordt de volgende stappen te ondernemen :

- hosting van gegevens in Data Centers die uitsluitend door de onderaannemer beheerd worden, of hosting door een derde partij, zonder beperking : Microsoft, Google, Amazon.. ,
- back-up van de gegevens in Data Centers uitsluitend door de onderaannemer beheerd, zoals uiteengezet in zijn back-up beleid ;
- ondersteuning gegevens van plaatselijke omgevingen ;

Overwegende dat de N.V. EASI er zich toe verbindt enkel die gegevens te behandelen die het voorwerp uitmaken van deze verwerkingsovereenkomst, namelijk de bewaring en de back-up van deze gegevens ;

Overwegende dat met de N.V. EASI een verwerkingsovereenkomst dient getekend te worden voor de behandeling van de persoonsgegevens teneinde aan de AVG te voldoen ;

BESLUIT :

1. met de N V EASI, met maatschappelijke zetel te 1401 Nijvel, Robert Schumanlaan 12, ingeschreven bij de K.B O. 0465.741.144, een verwerkingsovereenkomst af te sluiten voor de behandeling van persoonsgegevens in het kader van onderhoudsdiensten van gemeentelijk informatica-materiaal ,
2. de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

26.06.2018/A/0023 **CC - Avenant aux conventions en matière de traitement de données à caractère personnel - S.A. CIVADIS - Protection des données - Conclusion et approbation**

LE CONSEIL,

Vu, dans le cadre des nombreux marchés relatifs au développement d'applications dans divers domaines tels que ceux des citoyens (Saphir), de la comptabilité (Phenix, Onyx, NCC), de la facturation - taxes - redevances (Taxes), de paie - RH (GRH2002, Secrétariat full service, Persée), du courrier (Courrier, Archivage), de l'urbanisme (Atal, eAtal, Travaux), les conventions y relatives conclues avec la S.A. CIVADIS, ayant son siège social rue de Néverlée 12, 5020 Namur, B.C E 0861 023.666 ;

Considérant qu'en vertu du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), entré en vigueur le 25.05.2018, le traitement de données personnelles par un sous-traitant doit être régi par un contrat avec le responsable du traitement, à savoir la commune, qui définit notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées ;

Considérant que, dans le cadre des conventions conclues avec la société précitée, cette dernière peut être amenée à traiter des données à caractère personnel concernant des citoyens, des clients, des fournisseurs, des tiers, de divers types, à savoir :

- données d'identification ,

- caractéristiques personnelles ;
- habitudes de vie ;
- composition de ménage ,
- données judiciaires ;
- caractéristiques du logement ;
- profession et emploi ;
- données raciales ou ethniques ;
- données relatives au comportement sexuel ;
- enregistrement d'image ;
- données financières ,
- données concernant la santé ,
- études et formations ;
- opinion politique ;
- affiliation à un syndicat ;

Considérant qu'il convient de signer avec la S.A. CIVADIS un avenant aux conventions en matière de traitement de données à caractère personnel afin de se mettre en conformité avec le RGPD ;

DECIDE, dans le cadre des nombreux marchés relatifs au développement d'applications dans divers domaines tels que ceux des citoyens (Saphir), de la comptabilité (Phenix, Onyx, NCC), de la facturation - taxes - redevances (Taxes), de paie - RH (GRH2002, Secrétariat full service, Persée), du courrier (Courrier, Archivage), de l'urbanisme (Atal, eAtal, Travaux) .

1. de conclure avec la S A. CIVADIS, ayant son siège social rue de Néverlée 12, 5020 Namur, B.C.E. 0861.023 666, un avenant aux conventions en matière de traitement de données à caractère personnel ;
- 2 d'approuver les termes de l'avenant repris en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants : 32 votes positifs

GR - Aanhangsel bij de overeenkomsten tot de verwerking van de persoonsgegevens - N.V. CIVADIS - Bescherming van de gegevens - Afsluiting en goedkeuring

DE RAAD,

Gelet, in het kader van talrijke overheidsopdrachten betreffende de ontwikkeling van toepassingen in verschillende gebieden zoals deze voor de burgers (Saphir), voor de boekhouding (Phenix, Onyx, NCC), voor de facturatie - belastingen - retributies (Belastingen), voor de bezoldigingen - HR (GRH2002, Secretariaat full service, Persée), voor de briefwisseling (Briefwisseling, Archivering), voor stedenbouw (Atal, eAtal, Werken), op de desbetreffende overeenkomsten gesloten met de N.V. CIVADIS, met maatschappelijke zetel te 5020 Namur, rue de Néverlée 12, K.B.O. 0861.023 666 ;
Overwegende dat overeenkomstig de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG), in voege getreden op 25.05.2018, de behandeling van persoonsgegevens door een verwerker moet geregeld worden door een overeenkomst met een

verwerkingsverantwoordelijke, namelijk de gemeente, die o.a. het voorwerp en de duur van de verwerking, de aard en het doel van de verwerking, het type van persoonsgegevens en de categorieën van de betrokken personen bepaalt ,
Overwegende dat, in het kader van de overeenkomsten afgesloten met de bovengenoemde maatschappij, deze laatste wellicht persoonsgegevens zal moeten verwerken met betrekking tot burgers, klanten, leveranciers, derden, van het volgende type :

- identificatiegegevens ;
- persoonlijke eigenschappen ;
- leefgewoonten ;
- samenstelling van het gezin ;
- justitiële gegevens ;
- kenmerken van de woning ;
- beroep en werkgelegenheid ,
- gegevens over ras en etnische afkomst ;
- gegevens over sexuele geaardheid ,
- beeldopname ;
- financiële gegevens ,
- gegevens over de gezondheid ;
- studies en opleiding ;
- politieke mening ;
- lidmaatschap bij een vakbond ;

Overwegende dat met de N.V CIVADIS een aanhangsel dient getekend te worden voor de verwerking van de persoonsgegevens teneinde aan de AVG te voldoen ;
BESLUIT, in het kader van talrijke overheidsopdrachten betreffende de ontwikkeling van toepassingen in verschillende gebieden zoals deze voor de burgers (Saphir), voor de boekhouding (Phenix, Onyx, NCC), voor de facturatie - belastingen - retributies (Belastingen), voor de bezoldigingen - HR (GRH2002, Secretariaat full service, Persée), voor de briefwisseling (Briefwisseling, Archivering), voor stedenbouw (Atal, eAtal, Werken) en de desbetreffende overeenkomsten .

- 1 met de N.V CIVADIS, met maatschappelijke zetel te 5020 Namen, Néverléestraat 12, K.B.O. 0861.023.666, een aanhangsel bij de overeenkomsten af te sluiten inzake de verwerking van persoonsgegevens ,
2. het bijgevoegde aanhangsel goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers · 32 positieve stemmen.

26.06.2018/A/0024 **CC - Convention de prêt de matériel de vote électronique avec la Région de Bruxelles-Capitale - Conclusion et approbation - Exercices 2018 à 2030**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 07 2012

organisant le vote électronique pour les élections communales, notamment l'article 9 ;
Vu l'offre de Smartmatic International Holding B.V. du 28.09.2010, en réponse au cahier spécial des charges RRN 3/2008 ,
Vu le contrat-cadre du 30 01.2012 conclu entre, d'une part, le Service public fédéral Intérieur, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, Smartmatic International Holding B.V , visant à mettre en place une centrale d'achat pour des fournitures et des services en matière de vote électronique ,
Vu la situation particulière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, commune pilote depuis les élections de 2012 ;
Considérant que cette dernière dispose de son propre matériel de vote, hormis le matériel de quatre bureaux appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale, boulevard du Jardin Botanique 20, 1035 Bruxelles, B.C.E. 0233 884.123, et mis à disposition à titre de matériel de réserve ,
Considérant que, dans ce cadre, il convient de signer avec la Région de Bruxelles-Capitale une convention de prêt de matériel de vote électronique ;
DECIDE :

1. de conclure pour les exercices 2018 à 2030 avec la Région de Bruxelles-Capitale, boulevard du Jardin Botanique 20, 1035 Bruxelles, B.C.E. 0233.884.123, une convention de prêt de matériel de vote électronique ;
2. d'approuver la convention reprise en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Overeenkomst voor het lenen van elektronisch stemmateriaal met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Afsluiting en goedkeuring - Dienstjaren 2018 tot 2030

DE RAAD,

Gelet op ordonnantie van 12.07.2012 tot regeling van het elektronisch stemmen voor de gemeentelijke verkiezingen, met name artikel 9 ;

Gelet op de offerte van Smartmatic International Holding B.V. van 28 09 2010, in antwoord op het bestek RRN 3/2008 ;

Gelet op de raamovereenkomst van 30 01.2012 gesloten tussen, enerzijds, de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en, anderzijds, Smartmatic International Holding B.V., gericht op het opzetten van een aankoopcentrale voor leveringen en diensten op het gebied van elektronisch stemmateriaal ;

Gelet op de bijzondere situatie van de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe, proefgemeente sinds de verkiezingen van 2012 ;

Overwegende dat deze laatste over zijn eigen stemmateriaal beschikt, behalve het materiaal van vier kantoren dat tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoort, Kruidtuinlaan 20, 1035 Brussel, K.B.O 0233.884.123, en ter beschikking gesteld bij wijze van reservemateriaal ;

Overwegende dat, in dit kader, een overeenkomst voor het lenen van elektronische stemmateriaal dient getekend te worden met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

BESLUIT :

- 1 met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Kruidtuinlaan 20, 1035 Brussel, K.B.O 0233 884 123, een overeenkomst af te sluiten voor het lenen van elektronisch stemmateriaal voor de dienstjaren 2018 tot 2030 ;

2. de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers . 32 positieve stemmen.

Culture francophone - Franstalige cultuur

26.06.2018/A/0025 **CC - Culture - Répartition de subsides en faveur d'associations culturelles - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Considérant que les crédits nécessaires à l'attribution de subsides en faveur d'associations culturelles sont inscrits à l'article de dépenses 7620/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 ,

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires desdits subsides ;

DECIDE de répartir comme suit un crédit de 5.000,00 EUR inscrit à l'article de dépenses 7620/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 .

- un crédit de 350,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. ARTONOV, rue Gabrielle 90, 1180 Bruxelles, B.C.E. 0433.957.313, pour le projet à la Bibliotheca Wottockiana
- un crédit de 250,00 EUR à l'A.S.B.L L'ESPACE DES 4 SAISONS, rue François Desmedt 47, 1150 Bruxelles, B C E. 0536.938.955
- un crédit de 200,00 EUR en faveur de l'Association de fait LATITUDE 5050, avenue des Eperviers 113/3, 1150 Bruxelles
- un crédit de 400,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. ORGANUM NOVUM, avenue des Églantines 39, 1150 Bruxelles, B.C E 0452.931.008, pour le projet de mini-festival estival d'oïgue
- un crédit de 700,00 EUR en faveur de l'Association de fait PARCOURS D'ARTISTES CENTRE-MONTGOMERY, avenue Père Damien 51, 1150 Bruxelles, pour le parcours d'artistes de septembre 2018
- un crédit de 1 100,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L LA TETE A L'ENVERS, siège social rue Aimé Smekens 94, 1030 Bruxelles, B.C.E. 0820.531.017, comme bourse pour un artiste de la commune en vue de la réalisation de la pièce « Tom »
- un crédit de 2.000,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. BOITE A CLOUS (BAC), siège social rue Docteur Elie Lambotte 28, 1030 Bruxelles, siège d'exploitation rue Saint Hubert 12-14, 1150 Bruxelles, B.C.E 0465.005.627, pour le projet d'atelier « zinneke parade ».

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

26.06.2018/A/0026 CC - A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7,

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 01.03.2018 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2018 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.12.2016 désignant la S.C.P.R.L. B.S.T. c/o M. Olivier VERTESSEN, rue Gachard 88 bte16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2017, 2018 et 2019 ;

Vu le rapport établi en date du 03.05.2018 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2017 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS pour l'exercice d'activité 2017 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS :

1. compte d'exploitation générale 2017 .

charges :	92 371,86 EUR
produits :	159.345,10 EUR

résultat positif :	66.973,24 EUR
2 bilan 2017 :	
actif-passif :	175.620,03 EUR

Le Conseil prend acte

**GR - V.Z.W. VERBROEDERINGEN EN SAMENWERKING - Dienstjaar 2017 -
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24 789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06 1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 01.03.2018 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2018 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. VERBROEDERINGEN EN SAMENWERKING ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.12 2016 die de C.B.V B.A. B.S.T. c/o Dhr. Olivier VERTESEN, Gachardstraat 88 bus 16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2017, 2018 en 2019 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 03.05.2018 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31 12.2017 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door deze V.Z.W. voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het

hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V.Z.W VERBROEDERINGEN EN SAMENWERKING ·

1. algemene exploitatierekening 2017 :

lasten :	92.371,86 EUR
opbrengsten :	159.345,10 EUR
batig resultaat :	66.973,24 EUR

2. balans 2017 .

actief-passief :	175.620,03 EUR
------------------	----------------

De Raad neemt akte

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

26.06.2018/A/0027 CC - A.S.B.L. MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU pour l'exercice d'activité 2017 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14 11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A.S.B.L MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU .

1. compte d'exploitation générale 2017 :

charges :	10.785,96 EUR
produits :	12.710,14 EUR
résultat positif :	1.924,18 EUR
2. bilan 2017 :	
actif-passif :	19 469,48 EUR

Le Conseil prend acte.

**GR - V.Z.W. "MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU" - Dienstjaar 2017 -
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14 11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24 789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU" voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V Z W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V Z W. "MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU" :

1.- algemene exploitatierekening 2017 :	
lasten :	10.785,96 EUR
opbrengsten :	12.710,14 EUR
batig resultaat :	1.924,18 EUR
2.- balans 2017 :	
actief-passief :	19.469,48 EUR

De Raad neemt akte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 01 03.2018 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2018 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. PAJ ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.12 2016 désignant la S.P.R.L. B.S.T, rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2017, 2018 et 2019 ;

Vu le rapport établi en date du 25.05.2018 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12 2017 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A S.B.L. PAJ pour l'exercice d'activité 2017 ;

Considérant que les activités de ladite A S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A S.B.L. PAJ .

1.	compte d'exploitation générale 2017 :	
	charges .	995.160,00 EUR
	produits .	993.859,98 EUR
	résultat négatif :	-1.300,02 EUR
2.	bilan 2017	
	actif-passif .	443.532,66 EUR

**GR - V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE
- Dienstjaar 2017 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 01.03.2018 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2018 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. PAJ ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.12.2016 die de B.V.B.A. B.S.T, Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2017, 2018 en 2019 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 25.05.2018 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2017 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ,

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. PAJ voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V.Z.W. PAJ :

1. algemene exploitatierekening 2017 :

lasten :

995.160,00 EUR

opbrengsten :	993.859,98 EUR
nadelig resultaat :	-1.300,02 EUR
2. balans 2017	
actief-passief :	443.532,66 EUR

De Raad neemt akte.

Economie et animation - Sport - Economie en activiteiten - Sport

26.06 2018/A/0029 CC - A.S.B.L. WOLU-SPORT - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7,

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24 789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2017 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2017 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. WOLU-SPORT ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.12.2016 désignant la S.C.P.R.L. B.S.T., rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2017, 2018 et 2019 ;

Vu le rapport établi en date du 06.06.2018 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2017 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. WOLU-SPORT pour l'exercice d'activité 2017,

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous

revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A.S B.L. WOLU-SPORT :

- | | |
|--|-------------------------|
| 1. compte d'exploitation générale 2017 : | |
| charges : | 2.247.832,36 EUR |
| produits : | <u>2.311.178,81 EUR</u> |
| résultat positif : | 63.346,45 EUR |
| 2. bilan 2017 : | |
| actif-passif : | 1.191.414,61 EUR |

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. WOLU-SPORT - Dienstjaar 2017 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14 11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekker worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2017 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2017 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W WOLU-SPORT ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.12.2016 die de B.C.V.B.A. B.S.T., Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2017, 2018 en 2019 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 06 06.2018 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31 12 2017 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V Z.W. op deze datum ;

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants · 32 votes positifs

**GR - Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade - Rekening van klerk tot meester
- Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het proces-verbaal van de gewone vergadering van 26.09 2017 van de Raad van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade, houdende akteneming van het ontslag van Dhr. Xavier LOMBARD, uittredende schatbewaarder, en cooptatie van Dhr. Bernard de GALEMBERT, intredende schatbewaarder ;

Gelet op de rekening van klerk tot meester van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade, opgemaakt op datum van 31.12 2017 te Sint-Pieters-Woluwe door Dhr. Xavier LOMBARD, uittredende schatbewaarder, en Dhr. Bernard de GALEMBERT, intredende schatbewaarder, de verklaring van de nieuwe schatbewaarder en het quitus van de Raad op 15.03.2018 ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de rekening van klerk tot meester van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade, zoals opgemaakt op datum van 31.12.2017 door Dhr. Xavier LOMBARD, uittredende schatbewaarder, en Dhr. Bernard de GALEMBERT, intredende schatbewaarder, die als volgt voorgesteld wordt .

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	134.502,52	
	buitengewone	<u>8.233,55</u>	142.736,07
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	25.190,88	
	buitengewone	<u>91.998,32</u>	<u>117.189,20</u>
<u>SALDO</u> :			25.546,87

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

26.06 2018/A/0031 **CC - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces - Compte de l'exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10 03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07 2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Vu le compte de l'exercice 2017 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 15.03.2018 ;

Considérant que le compte de l'exercice 2017 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces est présenté avec un boni d'un montant de 25 546,87 EUR, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du compte de l'exercice 2017 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces dont la balance se présente

comme suit :

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	134.502,52 EUR	
	extraordinaires	<u>8.233,55 EUR</u>	142.736,07 EUR
<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	25.190,88 EUR	
	extraordinaires	<u>91.998,32 EUR</u>	<u>117.189,20 EUR</u>
<u>SOLDE</u> :			25.546,87 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade - Rekening van het dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensden, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ,

Gelet op de rekening van het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 15.03.2018 ;

Overwegende dat de rekening van het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade met een winst van 25.546,87 EUR voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de rekening van het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	134.502,52 EUR	
	buitengewone	<u>8.233,55 EUR</u>	142.736,07 EUR
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	25.190,88 EUR	
	buitengewone	<u>91.998,32 EUR</u>	<u>117.189,20 EUR</u>
<u>SALDO</u> :			25.546,87 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers . 32 positieve stemmen

26.06 2018/A/0032 CC - Fabrique de l'Eglise Saint-Paul - Compte de l'exercice 2017

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Vu le compte de l'exercice 2017 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 20.03.2018 ;

Considérant que le compte de l'exercice 2017 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du compte de l'exercice 2017 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	60.866,98 EUR	
	extraordinaires	0,00 EUR	60.866,98 EUR
<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	60.866,98 EUR	
	extraordinaires	0,00 EUR	60.866,98 EUR
<u>SOLDE</u> :			0,00 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Kerkfabriek Sint-Paulus - Rekening van het dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Gelet op de rekening van het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Sint-Paulus, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 20.03.2018;

Overwegende dat de rekening van het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Sint-Paulus in evenwicht voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ,

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de rekening van het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Sint-Paulus die als volgt voorgesteld wordt .

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	60.866,98 EUR	
	buitengewone	0,00 EUR	60.866,98 EUR
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	60.866,98 EUR	
	buitengewone	0,00 EUR	60.866,98 EUR
<u>SALDO</u> :			0,00 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

26.06.2018/A/0033 **CC - Fabrique de l'Eglise Saint-Henri - Indemnité de logement - Octroi et dispositions**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par les ordonnances du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 et du 19.02.2004 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par les lois du 10.03.1999 et du 27.03.2006 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29.06.2006 portant diverses dispositions relatives aux cultes reconnus réglant une matière visée à l'article 39 de la Constitution, notamment l'article 4 ;

Considérant que la circonscription de la paroisse Saint-Henri s'étend sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre et Etterbeek ;

Considérant que lesdites communes sont dans l'impossibilité de mettre un logement à disposition du desservant de la paroisse Saint-Henri ,

Considérant dès lors qu'il y a lieu de verser une indemnité de logement à ce desservant avec effet au 01.10.2017 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117, 255 et 256 ;

Vu la délibération du 19.02.2018 du Conseil communal de la commune de Woluwe-Saint-Lambert sur le sujet ;

DECIDE :

1. d'octroyer une indemnité mensuelle de logement de 600,00 EUR, avec effet au 01.10.2017, au desservant de la paroisse Saint-Henri ;
2. d'indexer cette indemnité au 1er octobre, l'index santé de septembre 2017 servant de base ,
3. de fixer la quote-part de la commune de Woluwe-Saint-Pierre à 16,33 % de l'indemnité mensuelle de logement.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs

GR - Kerkfabriek Sint-Hendrik - Woningvergoeding - Toekenning en beschikkingen

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnances van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 en van 19.02.2004 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wetten van 10.03.1999 en van 27.03.2006 en door de ordonnances van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de ordonnances van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 29.06.2006 houdende diverse bepalingen betreffende de erkende erediensten, die een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet regelt, met name artikel 4 ,

Overwegende dat het grondgebied van de parochie Sint-Hendrik zich uitstrekt over het grondgebied van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Etterbeek ;

Overwegende dat voornoemde gemeenten geen woning ter beschikking kunnen stellen van de bediende van de parochie Sint-Hendrik ;

Overwegende dat bijgevolg een woningvergoeding moet gestort worden aan deze bediende met ingang van 01.10.2017 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke

bepalingen, met name artikels 117, 255 en 256 ,
Gelet op de beraadslaging van 19 02 2018 van de Gemeenteraad van de gemeente Sint-Lambrecht-Woluwe over dit onderwerp ,
BESLUIT :

- 1 met ingang van 01.10.2017, een maandelijkse woningvergoeding van 600,00 EUR aan de bedienaar van de parochie Sint-Hendrik toe te kennen ,
2. deze vergoeding jaarlijks op 1 oktober te indexeren met de gezondheidsindex van september 2017 als basis ;
3. de financiële tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe vast te stellen op 16,33 % van de maandelijkse woningvergoeding.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Taxes - Belastingen

26.06.2018/A/0034 **CC - Règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux francophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre - Modification - Prorogation**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux francophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre, voté par le Conseil communal en séance du 27.06.2017, devenu obligatoire en date du 03.07 2017, applicable pour l'année scolaire 2017-2018 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Vu le décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, dit décret "missions", du 24.07 1997 ;

DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux francophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre :

Article 1.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2018-2019, une redevance communale pour les divers frais scolaires exposés par les établissements scolaires communaux francophones de l'enseignement fondamental et à charge des parents d'enfants fréquentant lesdits établissements scolaires

Frais pour la fréquentation des garderies

Article 2.-

Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- garderie du matin (de 07:30 à 08.15) : 0,50 EUR ,
- garderie du midi (de 12:15 à 13:45) :
 - repas tartines et repas chauds : 0,25 EUR ;

- garderie du soir (dès la fin des cours) · 0,75 EUR ;
- garderie du mercredi après-midi :
 - de 12.15 à 13:45 · 0,25 EUR ;
 - de 13 45 à 18:30 · 1,25 EUR ;
- garderie pour une demi-journée : 1,25 EUR ,
- garderie pour une journée complète : 2,50 EUR ;
- retard par 1/4 h : 5,00 EUR ,
- à partir du 2ème retard par 1/4 h : 10,00 EUR.

Frais pour la prise de repas chauds (hors frais de garderie)

Article 3 -

Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- repas pour les enfants des écoles maternelles : 3,00 EUR ;
- repas pour les enfants des écoles primaires : 3,35 EUR ;
- repas pour les adultes : 3,35 EUR ;
- soupes : 0,30 EUR

Frais pour la participation aux cours de natation

Article 4.-

La participation aux cours de natation implique le paiement des redevances suivantes :

- abonnement annuel pour l'entrée à la piscine ,
- trajet en car, comptabilisé par séance ;
- bonnet de bain au logo de l'école.

Frais pour la participation à des activités culturelles, musicales ou sportives

Article 5.-

La participation à une activité culturelle, musicale ou sportive (autre que la natation) fait l'objet du paiement d'une redevance.

Frais pour la participation à des activités extérieures d'un ou plusieurs jours

Article 6 -

La participation à une activité extérieure d'un ou plusieurs jours (classe verte, de mer ou de neige) fait l'objet du paiement d'une redevance

La redevance due pour les activités extérieures de plus d'un jour peut être payée en plusieurs tranches suivant les modalités fixées par l'établissement scolaire.

Frais divers

Article 7.-

Une redevance peut être demandée pour tout autre service fourni par l'école tel que la distribution de collations (lait, jus de fruit, . . .), la fourniture d'un tee-shirt au logo de l'école, etc

Article 8.-

Une caution de 3,00 EUR est demandée aux parents pour l'obtention d'un badge APSchool permettant à l'école de comptabiliser les présences de l'enfant aux garderies.

En cas de perte du badge, une nouvelle caution de 3,00 EUR est demandée aux parents

En cas de départ de l'enfant, le badge est restitué à l'école et la caution est remboursée

aux parents

Redevable

Article 9 -

La redevance est due par la personne responsable de l'enfant, c'est-à-dire par ses parents ou toute autre personne légalement responsable.

Recouvrement amiable

Article 10 -

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un rappel sans frais est envoyé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 11.-

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Réclamation amiable

Article 12.-

La réclamation doit être adressée, par courrier postal ou électronique, à l'établissement scolaire concerné. Elle doit être signée et motivée par le redevable ou son représentant. La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Article 13.-

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.

En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine

Article 14.-

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

Recouvrement forcé

Article 15.-

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)

Article 16.-

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Compétences des juridictions

Article 17.-

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre

Toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non-fiscale par un huissier de justice relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants . 32 votes positifs.

GR - Retributiereglement betreffende de Franstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe - Wijziging - Verlenging

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement betreffende de Franstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 27.06.2017, verbindend geworden op datum van 03.07.2017, toepasselijk voor het schooljaar 2017-2018 ;

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ,

Gelet op het decreet dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gezegd decreet "missies", van 24.07 1997 ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende de Franstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe als volgt te wijzigen en te verlengen :

Artikel 1.-

Er wordt, voor het schooljaar 2018-2019, een gemeenteretributie geheven voor het diverse schoolgeld opgelopen door de Franstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs en ten laste van ouders van kinderen die naar de genoemde schoolinstellingen gaan

Kosten voor het bijwonen van kinderopvang

Artikel 2.-

Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- kinderopvang 's ochtends (van 07:30 tot 08 15) · 0,50 EUR ;
- kinderopvang op de middag (van 12:15 tot 13:45)
 - boterhammen en warme maaltijden · 0,25 EUR ;
- kinderopvang 's avonds (vanaf het einde van de lessen) · 0,75 EUR ;
- kinderopvang van woensdagmiddag :
 - van 12 15 tot 13:45 0,25 EUR ;
 - van 13:45 tot 18:30 : 1,25 EUR ;
- kinderopvang voor een halve dag · 1,25 EUR ;
- kinderopvang voor een volledige dag : 2,50 EUR ;
- per 1/4 u te laat ophalen · 5,00 EUR ;
- vanaf het 2de maal 1/4 u te laat ophalen : 10,00 EUR.

Kosten voor het nemen van warme maaltijden (de kosten van kinderopvang niet inbegrepen)

Artikel 3.-

Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- maaltijd voor de kinderen van de kleuterscholen : 3,00 EUR ,

- maaltijd voor de kinderen van de basisscholen · 3,35 EUR ,
- maaltijd voor de volwassenen · 3,35 EUR ,
- soepen . 0,30 EUR

Kosten voor de deelname aan de zwemlessen

Artikel 4 -

De deelname aan de zwemlessen gaat om de betaling van de volgende retributies .

- jaarabonnement voor de ingang tot het zwembad ;
- busreis, genoteerd per sessie ;
- badmuts met het logo van de school.

Kosten voor de deelname aan culturele, muzikale of sportieve activiteiten

Artikel 5.-

De deelname aan een culturele, muzikale of sportieve activiteit (anders dan van zwemmen) is onderworpen aan de betaling van een retributie

Kosten voor de deelname aan extra-murosactiviteiten van een of meerdere dagen

Artikel 6.-

De deelname aan een extra-murosactiviteit van een of meerdere dagen (bos-, zee- of sneeuwklassen) is onderworpen aan de betaling van een retributie.

De verschuldigde retributie voor de meerdaagse extra-murosactiviteiten kan in termijnen betaald worden volgens de door de schoolinstelling gestelde voorwaarden.

Diverse kosten

Artikel 7.-

Een retributie kan aangevraagd worden voor elke andere dienst die door de school verleend is, zoals de distributie van snacks (melk, fruitsap, ...), het verstrekken van een tee-shirt met school logo, enz.

Artikel 8.-

Een borgsom van 3,00 EUR wordt aan de ouders gevraagd voor de verkrijging van een APSchool badge waarmee de school de aanwezigheden van het kind tijdens de kinderopvang, kan bijhouden.

In geval van verlies van de badge, wordt een nieuwe borgsom van 3,00 EUR aan de ouders gevraagd

In geval van vertrek van het kind, wordt de badge aan de school teruggegeven en wordt de borgsom aan de ouders terugbetaald

Retributieplichtige

Artikel 9.-

De retributie is verschuldigd door de persoon verantwoordelijk voor het kind, dat wil zeggen door zijn ouders of elke andere persoon wettelijk verantwoordelijk.

Minnelijke invordering

Artikel 10.-

Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de toegekende termijn, wordt een kosteloze herinnering gestuurd naar de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren

Artikel 11.-

Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een aangetekende ingebrekestelling gericht aan de retributieplichtige waarvan de kosten ten belope van 15,00 EUR te zijnen laste zijn

Minnelijk bezwaar

Artikel 12.-

Het bezwaar moet gericht worden, per brief via post of per e-mail, aan de betrokken schoolinstelling. Het moet ondertekend en gemotiveerd zijn door de retributieplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Het bezwaar moet ingediend worden, op staaffe van verval, binnen een termijn van 3 maanden te tellen vanaf de datum van de verzending van de factuur.

Artikel 13.-

De beslissing over het bezwaar wordt opgestuurd naar de retributieplichtige binnen de 3 maanden na de ontvangst van het bezwaar en er kan geen beroep worden ingesteld. In geval van afwijzing van het bezwaar en vanaf de dag na de datum van de verzending van de beslissing, wordt de retributie als invorderbaar, definitief en zeker beschouwd

Artikel 14.-

Gedurende de hele afhandelingprocedure vanaf het bezwaar tot aan de verzending van de beslissing aan de retributieplichtige, is de afgifte van een dwangbevel verboden en worden de eventuele juridische invorderingsprocedures opgeschort.

Gedwongen invordering

Artikel 15.-

In geval van niet betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en voor zover geen enkel minnelijk bezwaar hangende is, wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat uitvoerbaar werd verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de retributieplichtige

In het geval aan een dwangbevel niet kan worden voldaan, wordt de retributieplichtige voor de rechtbank gedagvaard volgens de voorschriften en termijnen voorzien door het Burgerlijk en het Strafwetboek.

Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure (dwangbevel)

Artikel 16.-

De retributieplichtige kan beroep aantekenen tegen het dwangbevel volgens de voorschriften en termijnen voorzien in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, te weten binnen de maand van de betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van beroep, nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit de procedure op te schorten tot wanneer een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 17.-

Elke toekomstige betwisting van de toepassing van huidig retributiereglement valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe

Elke toekomstige betwisting als gevolg van een niet-fiscaal dwangbevel door een gerechtsdeurwaarder valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux néerlandophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre, voté par le Conseil communal en séance du 27.06.2017, devenu obligatoire en date du 03 07 2017, applicable pour l'année scolaire 2017-2018 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ,

Vu le décret relatif à l'enseignement fondamental du 25.02.1997 ,

DECIDE de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux néerlandophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre .

Article 1.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2018-2019, une redevance communale pour les divers frais scolaires exposés par les établissements scolaires communaux néerlandophones de l'enseignement fondamental et à charge des parents d'enfants fréquentant lesdits établissements scolaires.

Frais pour la fréquentation des garderies

Article 2.-

Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- garderie du matin (de 07.30 à 08.15) : 0,50 EUR ,
- garderie du midi (de 12:15 à 13.45) .
 - repas tartines et repas chauds : 0,25 EUR ;
- garderie du soir (dès la fin des cours) · 0,75 EUR ;
- garderie du mercredi après-midi .
 - de 12.15 à 13:45 . 0,25 EUR ,
 - de 13:45 à 18:30 : 1,25 EUR ,
- garderie pour une demi-journée : 1,25 EUR ;
- garderie pour une journée complète . 2,50 EUR ;
- retard par 1/4 h : 5,00 EUR ;
- à partir du 2ème retard par 1/4 h : 10,00 EUR.

Frais pour la prise de repas chauds (hors frais de garderie)

Article 3 -

Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- repas pour les enfants des écoles maternelles . 3,00 EUR ;
- repas pour les enfants des écoles primaires : 3,35 EUR ;
- repas pour les adultes : 3,35 EUR ;
- soupes · 0,30 EUR.

Frais pour la participation à des activités extérieures de plus d'un jour

Article 4 -

La participation à une activité extérieure de plus d'un jour (classe verte, de mer ou de neige) fait l'objet du paiement d'une redevance qui peut être payée en plusieurs tranches suivant les modalités fixées par l'établissement scolaire.

Redevable

Article 5.-

La redevance est due par la personne responsable de l'enfant, c'est-à-dire par ses parents ou toute autre personne légalement responsable.

Recouvrement amiable

Article 6.-

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un rappel sans frais est envoyé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 7.-

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Réclamation amiable

Article 8 -

La réclamation doit être adressée, par courrier postal ou électronique, à l'établissement scolaire concerné. Elle doit être signée et motivée par le redevable ou son représentant. La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture

Article 9.-

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.

En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine

Article 10 -

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

Recouvrement forcé

Article 11.-

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)

Article 12.-

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Compétences des juridictions

Article 13.-

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non-fiscale par un huissier de justice relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants · 32 votes positifs.

GR - Retributiereglement betreffende de Nederlandstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe - Wijziging - Verlenging

DE RAAD,

Gelet op het retribuereglement betreffende de Nederlandstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 27.06.2017, verbindend geworden op datum van 03.07.2017, toepasselijk voor het schooljaar 2017-2018 ;

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Gelet op het decreet betreffende het basisonderwijs van 25.02.1997 ;

BESLUIT het retribuereglement betreffende de Nederlandstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe als volgt te wijzigen en te verlengen :

Artikel 1.-

Er wordt, voor het schooljaar 2018-2019, een gemeentereductie geheven voor het diverse schoolgeld opgelopen door de Nederlandstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs en ten laste van ouders van kinderen die naar de genoemde schoolinstellingen gaan

Kosten voor het bijwonen van kinderopvang

Artikel 2.-

Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- kinderopvang 's ochtends (van 07:30 tot 08:15) : 0,50 EUR ,
- kinderopvang op de middag (van 12:15 tot 13:45) ·
 - boterhammen en warme maaltijden : 0,25 EUR ;
- kinderopvang 's avonds (vanaf het einde van de lessen) : 0,75 EUR ;
- kinderopvang van woensdagmiddag :
 - van 12:15 tot 13:45 : 0,25 EUR ;
 - van 13.45 tot 18:30 : 1,25 EUR ;
- kinderopvang voor een halve dag : 1,25 EUR ;
- kinderopvang voor een volledige dag · 2,50 EUR ;
- per 1/4 u te laat ophalen : 5,00 EUR ,
- vanaf het 2de maal 1/4 u te laat ophalen : 10,00 EUR.

Kosten voor het nemen van warme maaltijden (de kosten van kinderopvang niet inbegrepen)

Artikel 3.-

Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- maaltijd voor de kinderen van de kleuterscholen · 3,00 EUR ;
- maaltijd voor de kinderen van de basisscholen · 3,35 EUR ;

- maaltijd voor de volwassenen · 3,35 EUR ;
- soepen : 0,30 EUR

Kosten voor de deelname aan meerdaagse extra-murosactiviteiten

Artikel 4 -

De deelname aan een meerdaagse extra-murosactiviteit (bos-, zee- of sneeuwklassen) is onderworpen aan de betaling van een retributie.

De verschuldigde retributie voor de meerdaagse extra-murosactiviteiten kan in termijnen betaald worden volgens de door de schoolinstelling gestelde voorwaarden.

Retributieplichtige

Artikel 5.-

De retributie is verschuldigd door de persoon verantwoordelijk voor het kind, dat wil zeggen door zijn ouders of elke andere persoon wettelijk verantwoordelijk

Minnelijke invordering

Artikel 6.-

Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de toegekende termijn, wordt een kosteloze herinnering gestuurd naar de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren

Artikel 7.-

Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een aangetekende ingebrekestelling gericht aan de retributieplichtige waarvan de kosten ten belope van 15,00 EUR te zijnen laste zijn.

Minnelijk bezwaar

Artikel 8.-

Het bezwaar moet gericht worden, per brief via post of per e-mail, aan de betrokken schoolinstelling Het moet ondertekend en gemotiveerd zijn door de retributieplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Het bezwaar moet ingediend worden, op straffe van verval, binnen een termijn van 3 maanden te tellen vanaf de datum van de verzending van de factuur

Artikel 9.-

De beslissing over het bezwaar wordt opgestuurd naar de retributieplichtige binnen de 3 maanden na de ontvangst van het bezwaar en er kan geen beroep worden ingesteld.

In geval van afwijzing van het bezwaar en vanaf de dag na de datum van de verzending van de beslissing, wordt de retributie als invorderbaar, definitief en zeker beschouwd.

Artikel 10.-

Gedurende de hele afhandelingprocedure vanaf het bezwaar tot aan de verzending van de beslissing aan de retributieplichtige, is de afgifte van een dwangbevel verboden en worden de eventuele juridische invorderingsprocedures opgeschort.

Gedwongen invordering

Artikel 11 -

In geval van niet betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en voor zover geen enkel minnelijk bezwaar hangende is, wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat uitvoerbaar werd verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de retributieplichtige

In het geval aan een dwangbevel niet kan worden voldaan, wordt de retributieplichtige voor de rechtbank gedagvaard volgens de voorschriften en termijnen voorzien door het

Buigelijk en het Strafwetboek.

Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure (dwangbevel)

Artikel 12.-

De retributieplichtige kan beroep aantekenen tegen het dwangbevel volgens de voorschriften en termijnen voorzien in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, te weten binnen de maand van de betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van beroep, nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit de procedure op te schorten tot wanneer een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 13.-

Elke toekomstige betwisting van de toepassing van huidig retributiereglement valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe

Elke toekomstige betwisting als gevolg van een niet-fiscaal dwangbevel door een gerechtsdeurwaarder valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers . 32 positieve stemmen.

Famille - Jeunesse - Seniors - Service social - Famille - Jeugd - Senioren - Sociale dienst

26.06.2018/A/0036 CC - C.P.A.S. - Compte budgétaire, compte de résultats et bilan - Rapport annuel - Exercice 2017

LE CONSEIL,

Vu la loi du 08.07.1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale, telle que modifiée, notamment l'article 89 ,

Vu l'arrêté du Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune du 26.10.1995 portant règlement général de la comptabilité des Centres Publics d'Action Sociale de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 18, 72 et 74, modifié par les arrêtés du 19.02.1998 et 11.12.2003 ;

Vu la circulaire de la Direction de la Tutelle sur les C.P.A.S. du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, relative à la clôture des comptes de l'exercice 2017 ;

Vu les projets de compte budgétaire, de compte de résultats et de bilan du C.P.A.S. de l'exercice 2017 ;

Vu la situation de l'encaisse du C.P.A.S. au 31.12.2017 ;

Vu le rapport annuel du Président du C.P.A.S. relatif à la situation dudit centre et à sa gestion durant l'exercice 2017, établi conformément à l'article 89 alinéa 1 de la loi du 08.07.1976 ;

Vu l'avis du groupe technique émis le 06.06.2018 conformément à l'article 75 alinéa 1 dudit arrêté du 26.10.1995 et figurant en annexe au compte budgétaire ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre du 14.06.2018 parvenue à l'administration communale le 15.06.2018, arrêtant les comptes annuels du C.P.A.S. de l'exercice 2017, à savoir le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et

régionales, notamment les articles 87ter alinéas 1 et 3 et 92 alinéa 1, 4° ;
Entendu les commentaires faits par la Présidente du C.P.A.S. ainsi que par l'échevin compétent en matière de C.P.A.S. en Commission du Conseil communal en date du 25.06.2018 et en séance du Conseil communal en date du 26.06.2018 relativement auxdits comptes annuels du C.P.A.S. de l'exercice 2017 ,
PREND ACTE du rapport annuel du Président du C.P.A.S. relatif à la situation dudit centre et à sa gestion durant l'exercice 2017, établi conformément à l'article 89 alinéa 1 de la loi du 08.07.1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale ;
DECIDE d'approuver le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan de l'exercice 2017 du C.P.A.S. tels qu'arrêtés par le Conseil de l'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre en séance du 14.06.2018.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants . 32 votes positifs.

GR - O.C.M.W. - Begrotingsrekening, resultatenrekening en balans - Jaarverslag - Dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, zoals gewijzigd, met name artikel 89 ;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 26.10.1995 houdende algemeen reglement op de comptabiliteit van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met name de artikels 18, 72 en 74, gewijzigd bij besluiten van 19.02.1998 en 11.12.2003 ;

Gelet op de omzendbrief van de Directie van het Toezicht op de O.C.M.W.'s van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende het afsluiten van de rekeningen van het dienstjaar 2017 ;

Gelet op het ontwerp van de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans van het O.C.M.W. van het dienstjaar 2017 ,

Gelet op de geldvoorraadsituatie van het O.C.M.W. op 31.12.2017 ,

Gelet op het jaarverslag van de Voorzitter van het O.C.M.W. met betrekking tot de toestand van voornoemd centrum en zijn beheer gedurende het jaar 2017, opgesteld overeenkomstig artikel 89 alinea 1 van de wet van 08.07.1976 ,

Gelet op het advies van de technische groep van 06.06.2018, gegeven overeenkomstig artikel 75 alinea 1 van voormeld besluit van 26.10.1995 en hernomen in bijlage van de begrotingsrekening ;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe van 14.06.2018 bij het gemeentebestuur toegekomen op 15.06.2018, tot vaststelling van de jaarrekeningen van het O.C.M.W. voor het dienstjaar 2017, te weten de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 87ter alinea's 1 en 3 en 92 alinea 1, 4° ,

Gehoord de toelichtingen gegeven door de Voorzitster van het O.C.M.W. en de schepenen bevoegd voor het O.C.M.W. in Commissie van de Gemeenteraad op datum van 25.06.2018 en in de Gemeenteraad op datum van 26.06.2018 met betrekking tot voornoemde jaarrekeningen van het O.C.M.W. van het dienstjaar 2017 ;

NEEMT AKTE van het jaarverslag van de Voorzitter van het O.C.M.W. met betrekking tot de toestand van voornoemd centrum en zijn beheer gedurende het jaar 2017, opgesteld overeenkomstig artikel 89 alinea 1 van de wet van 08.07.1976 betreffende de

Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn ,
BESLUIT de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans van het dienstjaar
2017 van het O.C.M.W. zoals afgesloten door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn
van Sint-Pieters-Woluwe in zitting van 14.06.2018, goed te keuren

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
32 stemmers : 32 positieve stemmen

26.06.2018/A/0037 **CC - C.P.A.S. - Modification budgétaire n° 1 - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 08.07.1976 organique des Centres Publics d'Actions Sociale, telle que
modifiée, notamment l'article 88 ;

Vu la modification n° 1 du budget de l'exercice 2018 du Centre Public d'Action Sociale
de Woluwe-Saint-Pierre arrêtée par le Conseil de l'Action Sociale en séance du
14.06.2018 ;

Considérant que cette modification budgétaire n'entraîne aucune intervention financière
supplémentaire de la commune ;

DECIDE d'approuver la modification n° 1 du budget de l'exercice 2018 du Centre
Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre arrêtée comme suit par le Conseil de
l'Action Sociale en séance du 14.06.2018 :

Recettes : 25.603.271,05 EUR

Dépenses : 25.603.271,05 EUR

Solde : 0,00 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants · 32 votes positifs.

GR - O.C.M.W. - Begrotingswijziging nr. 1 - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de Openbare Centra voor
Maatschappelijk Welzijn, zoals gewijzigd, met name artikel 88 ;

Gelet op de wijziging nr. 1 van de begroting van het dienstjaar 2018 van het Openbaar
Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe afgesloten door de
Raad voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 14.06.2018 ,

Overwegende dat deze begrotingswijziging geen bijkomende financiële tussenkomst
van de gemeente met zich meebrengt ,

BESLUIT de wijziging nr. 1 van de begroting van het dienstjaar 2018 van het
Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe als volgt
afgesloten door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 14.06.2018 goed
te keuren :

Ontvangsten : 25.603.271,05 EUR

Uitgaven : 25.603.271,05 EUR

Saldo : 0,00 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs

26.06.2018/A/0038 **GR - Nederlandstalig kunstonderwijs - Academie voor muziek, woord en dans - Vacantverklaring van betrekkingen bij vaste benoemingen in een wervingsambt**

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 27.03.1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, met name artikel 33 § 1 en § 2 en artikel 35 ,

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst leerplichtonderwijs CAO IX van 10.12.2010, met name punt 4-1 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 145 ;

BESLUIT :

1. de volgende betrekkingen op 01.03.2018 vacant te verklaren in het Nederlandstalig kunstonderwijs vatbaar voor een vaste benoeming op 01.07.2018 en 01.10.2018 .

<u>Code vacature</u>	<u>Ambt</u>	<u>Volume</u>
2018/DKO/MWD/01	Tuba	02,00/22,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/02	Gitaar jazz/lichte muziek	01,00/22,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/03	Opsteller	10,00/36,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/04	Gitaar	02,00/22,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/05	Begeleidingspraktijk gitaar	01,00/22,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/06	Begeleidingspraktijk orgel	01,00/20,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/07	Begeleidingspraktijk harp	01,00/20,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/08	Algemene artistieke bewegingsleer	02,00/22,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/09	Artistieke training	04,00/22,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/10	Hedendaagse dans	01,00/22,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/11	Klassieke dans	01,00/22,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/12	Verbale vorming	01,00/22,00 tijd ;
2018/DKO/MWD/13	Voordracht	01,00/22,00 tijd ;

2. deze vacante betrekkingen individueel mede te delen aan het belanghebbend onderwijzend personeel, zodat het zijn kandidatuur kan stellen

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers . 32 positieve stemmen.

26.06.2018/A/0039 **GR - Nederlandstalig basisonderwijs - Scholen van Stokkel en Mooi-Bos - Vacantverklaring van betrekkingen bij vaste benoemingen in een wervingsambt**

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 27.03.1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, met name artikel 23bis, artikel 31, artikel 33 § 1 en § 2 en artikel 35 ;

Overwegende dat de personeelsleden hun kandidatuur kunnen stellen voor een aanstelling tot doorlopende duur bij hun betrokken inrichtende macht en/of bij een andere inrichtende macht, behorende beide tot dezelfde scholengemeenschap ;
 Overwegende dat het Nederlandstalig basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, sedert 2003 tot de scholengemeenschap "Groot-Bos-aan-Zee" behoort ,
 Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst leerplichtonderwijs CAO IX van 10.12.2010, met name punt 4-1 ,
 Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 145 ;
BESLUIT ·

1 de volgende betrekkingen op 01.03.2018 vacant te verklaren in het Nederlandstalig basisonderwijs vatbaar voor een vaste benoeming op 01.07.2018 en 01.10.2018 :

a. GBS Stokkel

<u>Code vacature</u>	<u>Ambt</u>	<u>Volume</u>
2018/BAO/ST/01A	Onderwijzer	24,00/24,00 tijd ,
2018/BAO/ST/01B	Onderwijzer	02,00/24,00 tijd ,
2018/BAO/ST/02	Kleuteronderwijzer	08,00/24,00 tijd ,
2018/BAO/ST/08	Leermeester protestantse godsdienst	06,00/24,00 tijd ,
2018/BAO/ST/10	Leermeester islamitische godsdienst	06,00/24,00 tijd ,
2018/BAO/ST/11	Administratief medewerker (HSO)	02,00/36,00 tijd ,
2018/BAO/ST/13	Zorgcoördinator (HOKT)	01,00/36,00 tijd ,

b. GBS Mooi-Bos

<u>Code vacature</u>	<u>Ambt</u>	<u>Volume</u>
2018/BAO/MB/01A	Onderwijzer	24,00/24,00 tijd ,
2018/BAO/MB/01B	Onderwijzer	01,00/24,00 tijd ,
2018/BAO/MB/03	Kinderverzorger	09,00/32,00 tijd ,
2018/BAO/MB/08	Leermeester protestantse godsdienst	06,00/24,00 tijd ,
2018/BAO/MB/10	Leermeester islamitische godsdienst	02,00/24,00 tijd ,
2018/BAO/MB/14	Directeur	24,00/24,00 tijd ,

2. deze vacante betrekkingen individueel mede te delen aan het belanghebbend onderwijzend personeel, zodat het zijn kandidatuur kan stellen

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
 32 stemmers : 32 positieve stemmen.

26.06.2018/A/0040 GR - Nederlandstalig kunstonderwijs - Academie voor muziek, woord en dans - Arbeidsreglement - Aanpassing - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de wet van 08.04.1965 tot instelling van de arbeidsreglementen ;
 Gelet op het decreet van 27.03.1991 van de Vlaamse Raad betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, zoals tot op heden gewijzigd ;
 Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27.06.2017 waarbij besloten wordt het arbeidsreglement van het Nederlandstalig kunstonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, Academie voor muziek, woord en dans, goed te keuren ;
 Overwegende dat een goede schoolorganisatie op duidelijke afspraken tussen het personeel en het schoolbestuur steunt en dat bijgevolg elke school een arbeidsreglement dient te hebben ;

Overwegende dat de bijlagen van het arbeidsreglement regelmatig dienen aangepast te worden ;

BESLUIT het arbeidsreglement van het Nederlandstalig kunstonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, Academie voor muziek, woord en dans, zoals aangepast en opgenomen in bijlage, onder voorbehoud van goedkeuring door het ABOC (Afzonderlijk Bijzonder Comité), goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
32 stemmers . 32 positieve stemmen.

Culture néerlandophone - Nederlandstalige cultuur

26.06.2018/A/0041 **CC - Culture - Politique Culturelle Locale Néerlandophone - Répartition du subsidie en faveur d'associations socio-culturelles - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Considérant que les crédits nécessaires à l'attribution de subsides en faveur d'associations socio-culturelles sont inscrits à l'article de dépenses 7620/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 ;

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires desdits subsides ;

DECIDE de répartir comme suit un crédit de 2 500,00 EUR inscrit à l'article de dépenses 7620/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018

- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "ACADEMIEKOOR RE BECARRE", Kapellestraat 18, 3080 Tervuren
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "BIERGILDE HET LINDEKE", rue Saint-Lambert 95, 1200 Bruxelles
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "DAVIDSFONDS SINT-PIETERS-WOLUWE", Quinten Metsysplein 12, 3000 Leuven
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "FEMMMA SINT-PIETER", petite rue de l'Eglise 18, 1150 Bruxelles
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "FRET EN VERZET", Stuyvenberg 17, 1150 Bruxelles
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "KWB KELLE-MOOIBOS", drève des Brûlés 5, 1150 Bruxelles
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "WIJNRROUTE", avenue de l'Aviation 50/5, 1150 Bruxelles
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "WILLEMSFONDS WOLUWE", avenue Prekelinden 4, 1200 Bruxelles
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "WOLU-WANDELCLUB", avenue de l'Atlantique 91, 1150 Bruxelles.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants · 32 votes positifs

GR - Cultuur - Nederlandstalig Lokaal Cultuurbeleid - Verdeling van de subsidie ten gunste van sociaal-culturele verenigingen - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Overwegende dat de nodige kredieten voor de toekenning van subsidies ten gunste van sociaal-culturele verenigingen ingeschreven zijn op het uitgavenartikel 7620/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de naam van de te subsidiëren verenigingen moet specificeren ;

BESLUIT een krediet van 2.500,00 EUR ingeschreven op het uitgavenartikel 7620/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 als volgt te verdelen .

- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging ACADEMIEKOOR RE BECARRE, Kapellestraat 18, 3080 Tervuren
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging BIERGILDE HET LINDEKE, Sint-Lambertstraat 95, 1200 Brussel
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging DAVIDSFONDS SINT-PIETERS-WOLUWE, Quinten Metsysplein 12, 3000 Leuven
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging FEMMMA SINT-PIETER, Kleine Kerkstraat 18, 1150 Brussel
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging FRET EN VERZET, Stuyvenberg 17, 1150 Brussel
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging KWB KELLE-MOOIBOS, Verbrandendreef 5, 1150 Brussel
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging WIJNRROUTE, Luchtvaartlaan 50/5, 1150 Brussel
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging WILLEMSFONDS WOLUWE, Prekelindenlaan 4, 1200 Brussel
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging WOLU-WANDELCLUB, Atlantische Oceaanlaan 91, 1150 Brussel.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

26.06.2018/A/0042 **CC - Motion Avions (M. Philippe van CRANEM, M. Georges DALLEMAGNE, M. Michel VANDERCAM et Mme Claire RENSON, conseillers communaux)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Motion Avions", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Philippe van CRANEM, M Georges DALLEMAGNE, M Michel VANDERCAM et Mme Claire RENSON, conseillers communaux ;

Entendu les interventions de Mme Claire RENSON, conseiller communal, et de M Pascal LEFEVRE, échevin, de même que l'intervention de Mme Alexia BERTRAND, conseillère communal ;

DECIDE d'adopter la motion suivante

"Vu le jugement de la section néerlandophone du tribunal de première instance de Bruxelles du 30 mai 2018 portant le numéro de rôle 16/2053/A opposant les communes flamandes du Noordrand de Grimbergen, Machelen, Meise, Wemmel et Vilvorde à l'Etat belge en présence de la Région flamande et des communes de la périphérie bruxelloise de l'Oostrand de Crainhem et Wezembeek-Oppem, parties intervenantes

Vu que ce jugement en cessation concerne le survol des avions de Bruxelles, de sa périphérie, du Brabant flamand et wallon

Vu qu'il impose un retour à la situation qui prévalait avant 2011 et supprime un certain nombre de routes aériennes dans un délai de 90 semaines, ce qui pourrait avoir certaines conséquences positives pour les habitants des quartiers Montgomery, Chant d'Oiseau et Putdael survolés par les décollages de la piste 25 R virage gauche, ce dont le Conseil communal se réjouit.

Vu que ce retour à une situation ante 2011 et la suppression de ces routes continuerait encore toujours à sacrifier, dans une très large mesure et de manière totalement disproportionnée, les habitants des quartiers de Sainte-Alix, Joli-Bois et Stockel survolés par les atterrissages sur la piste 01.

Vu que la Commune de Woluwe-Saint-Pierre doit défendre les intérêts de tous les habitants survolés de la Commune.

Vu que ce jugement sollicite de l'Etat belge la convocation d'« *Etats généraux* » au plus tard à partir du 17 septembre 2018 ayant au minimum pour objet de conclure un « *Pacte sur l'aéroport de Bruxelles-National et son avenir* », de conseiller par consensus ou à la majorité l'Etat fédéral sur la « nécessité » et si nécessaire le « contenu » d'une « *Loi sur le Survol* » ou d'une « *Loi sur l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National* » et de conseiller par consensus ou à la majorité l'Etat fédéral sur les « routes aériennes à l'atterrissage et au décollage de Bruxelles-National »

Vu que cette sollicitation constitue entre autre une violation du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs

Vu que le jugement ordonne à l'Etat belge que les « *Etats généraux* » soient constitués de différents acteurs au niveau fédéral et régional ainsi qu'au niveau communal, dont toutes les communes de la région bruxelloise

Vu que la Commune de Woluwe-Saint-Pierre est la plus survolée de la Région bruxelloise, notamment avec les décollages virage gauche à partir de la piste 25 droite et les atterrissages sur la piste 01.

Vu que cette situation déjà intolérable serait encore aggravée par la mise en œuvre du jugement susmentionné, eu égard entre autres au maintien de l'usage intensif de la piste 01.

Le Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre adopte la présente motion :

- invite le Collège des Bourgmestre et Echevins de Woluwe-Saint-Pierre à solliciter d'urgence de l'Etat belge, par l'intermédiaire de son Ministre de la Mobilité, François Bellot, qu'il interjette appel du jugement intervenu le 30 mai 2018 en vue de le réformer ;
- demande au Collège des Bourgmestre et Echevins de Woluwe-Saint-Pierre de désigner un représentant de la Commune aux « *Etats généraux* » dans le cas où le l'Etat belge les constituerait.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Motie Vliegtuigen (Dhr. Philippe van CRANEM, Dhr. Georges DALLEMAGNE, Dhr. Michel VANDERCAM et Mw. Claire RENSON, gemeenteraadsleden)

DE RAAD,

Gelet op het dossier betiteld "Motie Vliegtuigen", ingeschreven op de dagorde van deze zitting op verzoek van Dhr. Philippe van CRANEM, Dhr. Georges DALLEMAGNE, Dhr. Michel VANDERCAM et Mw. Claire RENSON, gemeenteraadsleden ;

Gehoord de interventies van Mw. Claire RENSON, gemeenteraadslid, en van Dhr. Pascal LEFEVRE, schepen, evenals de tussenkomst van Mw. Alexia BERTRAND, gemeenteraadslid ;

BESLUIT onderstaande motie aan te nemen .

"Gelet op het vonnis van de Nederlandstalige Afdeling van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel van 30 mei 2018 met rolnummer 16/2053/A (de Vlaamse Noordrand-gemeentes Grimbergen, Machelen, Meise, Wemmel en Vilvoorde tegen de Belgische Staat, in aanwezigheid van het Vlaams Gewest en de Brusselse randgemeenten van de Oostrand Kraanem e Wezembeek-Oppem, tussenkomende partijen) ;

Overwegende dat dit vonnis na stakingsvordering het overvliegen van Brussel, de rand, Vlaams- en Waals Brabant betreft ,

Overwegende dat het vonnis de terugkeer naar de situatie van voor 2011 oplegt en bepaalde vluchtroutes afschaft binnen een termijn van 90 weken, wat positieve gevolgen zou kunnen hebben voor de inwoners van de wijken Montgomery, Vogelzang en Putdael, die overvlogen worden door vertrekkende vliegtuigen van op de piste 25 R, bocht naar links, en waarover de gemeenteraad zich verheugt ;

Overwegende dat de terugkeer naar de situatie van voor 2011 en het afschaffen van die vluchtroutes wel in grote mate en totaal disproportioneel negatieve gevolgen blijven hebben voor de inwoners van de wijken Sint-Aleidis, Mooi-Bos en Stokkel die overvlogen worden door de landingen op de Piste 01 ;

Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe de belangen van al haar inwoners die overvlogen worden dient te verdedigen ;

Overwegende dat dit vonnis de Belgische Staat oproept om een "Staten-Generaal" samen te roepen ten laatste op 17 september 2018 die minstens tot voorwerp dient te hebben om een « Pact over de Luchthaven van Brussel-Nationaal en diens toekomst » te sluiten, die bij consensus of bij meerderheid advies moet geven aan de Federale Staat over de « noodzaak » en in den noodzakelijk de « inhoud » van een « Vliegwet » of van een « Wet op de uitbating van de luchthaven van Brussel-Nationaal » en die bij consensus of bij meerderheid de Federale Staat moet adviseren over de « vliegeroutes bij het landen en het stijgen vanop Brussel-Nationaal » ;

Overwegende dat en dergelijk oproep onder andere schending uitmaakt van het grondwettelijk beginsel van de scheiding der machten ;

Overwegende dat het vonnis de Belgische Staat beveelt dat de « Staten-Generaal » samengesteld moet zijn uit de verschillende actoren op federaal en gewestelijk niveau, evenals het gemeentelijk niveau, waaronder alle Brusselse gemeenten ;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe de meest overvlogen gemeente is van het hele Brusselse Gewest, meer bepaald door de opstijgende vluchten via de bocht naar links vanaf de Piste 25 Rechts en de dalende vluchten op de Piste 01 ;

Overwegende dat deze nu reeds onaanvaardbare situatie nog verzaamd zou worden

door de uitvoerlegging van dit vonnis, dat het gebruik van de Piste 01 ongemoeid laat ;
De Gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe keurt deze motie goed :

- **vraagt aan het College van Burgemeester en Schepenen om onverwijld aan de Belgische staat te vragen om, bij wege van Federaal Minister van Mobiliteit Bellot, beroep aan te tekenen tegen voormeld vonnis met oog op het verkrijgen van een nieuwe uitspraak ;**
- **vraagt aan het College van Burgemeester en Schepenen van Sint-Pieters-Woluwe om een vertegenwoordiger van de Gemeente aan te duiden voor de « Staten-Generaal » voor het geval de Belgische Staat deze zou samenroepen en samenstellen.**

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers 32 positieve stemmen

Jean-Claude Laes quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2018/A/0043 **CC - Interpellation - "Le calendrier du déplacement de l'arrêt du bus 36, à Stockel" (Mme Claire RENSON-TIHON, conseiller communal, au nom du groupe ECOLO-GROEN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Le calendrier du déplacement de l'arrêt du bus 36, à Stockel"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Claire RENSON-TIHON, conseiller communal, au nom du groupe ECOLO-GROEN ,
ENTEND :

- 1 l'interpellation de Mme Claire RENSON-TIHON, conseiller communal, au nom du groupe ECOLO-GROEN, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :
"Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les échevins,
Le 2 juin dernier, nous avons inauguré de manière très conviviale et sympathique la place Dumon rénovée. Au cours de son allocution, Monsieur le Ministre Smet a confirmé publiquement le déplacement de l'arrêt du bus 36, actuellement situé au val des Seigneurs d'une part et rue de l'Eglise d'autre part, vers l'Avenue de Hinnisdael, sous la forme d'un « hub » avec l'arrêt du tram 39 et la sortie du terminus du métro « Stockel »
Cette victoire, fruit de la pugnacité de votre action, de l'avis remis dans le cadre du plan bus, et de la pétition initiée par Ecolo-Groen et signée par plus de 1280 signataires, me réjouit et réjouira les nombreux utilisateurs qui nous interpellent à ce sujet, notamment des personnes plus âgées qui ne peuvent que difficilement descendre ou monter rue de l'Eglise ou qui trouvent que l'arrêt sis Val des Seigneurs est trop éloigné du métro, ainsi que les riverains immédiats du nouvel arrêt val des Seigneurs
Au-delà de la parole de monsieur Smet, nous voulons des actes ! Disposez-vous d'informations plus complètes quant au calendrier concret de ce changement ? Quel est-il ?" ;
2. la réponse qui lui est donnée par M Damien DE KEYSER, échevin

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

Willem Draps quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06 2018/A/0044 **CC - Interpellation - "Respect de la limitation de vitesse 30km/h par les conducteurs" (M. Michel VANDERCAM)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Respect de la limitation de vitesse 30km/h par les conducteurs"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Michel VANDERCAM, conseiller communal ,

ENTEND :

1. l'interpellation de M Michel VANDERCAM, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre,

J'interpellais il y a quelque temps, sur le respect réel par les conducteurs, de la limitation 30km/h.

J'ai pu remarquer, à certains moments, trop rares, et certains endroits seulement, l'un ou l'autre radar, j'ai apprécié l'apparition de signaux avertisseurs « smily » avec affichage de la vitesse Très bien, mais ne pourrait-on faire davantage, et surtout dans les zones à risques ?

Par exemple, au croisement Konk-el-rue au Bois, où coexistent la terrasse du Pigeon Rapide, l'entrée du Centre Crousse et d'Idéj1, les cyclistes montant la rue au Bois, la rue Kelle, les garages de la résidence à appartements · des gens, des vélos, des voitures, avec des véhicules descendant la sombre rue au Bois et découvrant piétons et véhicules qui sortent de Konk-el. A une vitesse qui leur paraît vite excessive, même si elle respecte la limite 50.

On n'a à ce jour pas encore connu de drame, signe que tout le monde s'adapte, mais ne serait-il pas opportun de placer dans la descente rue au Bois, un smily indicateur de vitesse clignotant, pour sécuriser cette descente ?

De même, ne serait-il pas opportun de faire une campagne de prévention « zones 30 » pour rappeler concrètement que la convivialité de nos quartiers dépend aussi du respect de cette limitation ?

Je vous remercie pour votre attention et votre réponse." ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. Damien DE KEYSER, échevin ,
- 3 de même que l'intervention de Mme Claire RENSON, conseiller communal.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

Alexia Bertrand quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06 2018/A/0045 **CC - Interpellation - "Rues cyclables" (Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Rues cyclables"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND ·

- 1 l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal, dont

résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur l'échevin de la mobilité,

Depuis février 2012 le statut spécifique de rue cyclable est inscrit au Code de la Route et consiste en un régime de rue où la priorité est réservée aux cyclistes qui peuvent en occuper toute la largeur. Son accès est autorisé aux engins motorisés, cependant ceux-ci doivent respecter une limite de vitesse de 30km/h et ne peuvent dépasser les cyclistes.

On sait qu'en 2013 le gouvernement bruxellois avait entrepris de lancer un projet pilote de rue cyclable dans notre région, en collaboration avec l'IBSR. Le projet pilote portait sur la contre-allée de l'avenue Louise depuis la rue de la Vallée jusqu'à la Place Stéphanie. Il s'est avéré que pendant cette phase test la part du vélo sur ce tronçon de l'avenue Louise était restée stable et représentait près de dix pourcent des usages de la route. L'étude concluait que ce tronçon était une route cyclable atypique mais que ce statut pouvait attirer davantage de cyclistes. Depuis différentes communes ont installé des rues cyclables sur leur territoire ou projettent de le faire. Un subside régional les accompagne.

D'après mes informations, il n'existe aucune rue cyclable à Woluwe-Saint-Pierre. Pourquoi ?

Projetez-vous d'en réaliser ?

Si oui où et quand ?

Si non, pourquoi ?" ;

- la réponse qui lui est donnée par M. Damien DE KEYSER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.06.2018/A/0046 **CC - Interpellation - "Divers problèmes de circulation/stationnement/ mobilité dans le quartier de Stockel suite aux travaux (Dumon - Grandchamp)" (Mme Alexia BERTRAND)**

Le Conseil prend acte de la demande de Mme Alexia BERTRAND visant la transformation de son interpellation en question écrite.

26.06.2018/A/0047 **CC - Interpellation - "Problème de parking de longue durée au Chant d'Oiseau" (Mme Alexia BERTRAND)**

Le Conseil prend acte de la demande de Mme Alexia BERTRAND visant la transformation de son interpellation en question écrite.

26.06.2018/A/0048 **CC - Interpellation - "Travaux de réfection de l'avenue des Traquets" (M. Tanguy VERHEYEN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Travaux de réfection de l'avenue des Traquets"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Tanguy VERHEYEN, conseiller communal,

ENTEND :

- l'interpellation de M. Tanguy VERHEYEN, conseiller communal, dont résumé

ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

L'avenue des Traquets va subir une rénovation bienvenue et demandée par les habitants depuis de nombreuses années. Cependant, il apparaît que de nombreuses questions et problèmes soulevés par ceux-ci lors des diverses rencontres avec le comité de quartier, restent en suspens.

Dès lors, je souhaite obtenir votre réponse et votre position sur les éléments suivants :

1. Quelles ont été toutes les étapes du projet de réaménagement de l'avenue des Traquets, jusqu'à aujourd'hui ? Qu'a-t-il été fait, très concrètement, des remarques et suggestions des riverains ?
 2. Je souhaite obtenir le plan détaillé du réaménagement lors du conseil communal.
 3. Pourquoi l'entière du réaménagement de la voirie n'est pas entrepris ? Nous notons que les quelques mètres de la fin de l'avenue, vers l'accès au Parc, est laissée en l'état. Comment justifier ceci ? Par ailleurs nous notons également que le haut de l'avenue, après le croisement avec Bergeronnettes, est également laissé en l'état. Pourquoi ?
 4. Quel sera le nouveau profil de la chaussée ? quelles seront les nouvelles largeurs de la voirie et des trottoirs ? Les riverains demandaient un maintien des dimensions.
 5. Les zones verdoyantes entre les arbres sont-elles maintenues ?
 6. Des oreilles de trottoirs gênent l'accès ou le stationnement devant certaines habitations, ceci avait été signalé par les riverains. Que prévoit le projet aujourd'hui ? Pourquoi avoir choisi de placer de larges oreilles de trottoirs ? Quel impact ceci aura sur les emplacements de stationnement ?
 7. A quelle date les travaux seront-ils terminés ?" ;
2. la réponse qui lui est donnée par M. Damien DE KEYSER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.06.2018/A/0049 **CC - Interpellation - "Plaine de jeux drève de Nivelles" (Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Plaine de jeux drève de Nivelles"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :
"Monsieur l'échevin des plaines de jeux,
la disparition de la plaine de jeux drève de Nivelles suscite l'émoi de la population du quartier.
Comment allez vous procéder ?
Quelle alternative allez vous proposer ?" ;

- 2 la réponse qui lui est donnée par M. Damien DE KEYSER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.06 2018/A/0050 **CC - Interpellation - "Décorations de Noël" (Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Décorations de Noël"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ,

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :
"Monsieur le Bourgmestre,
Pourquoi vous parler de décoration de Noël en plein mois de juin me direz-vous ?
Que ce soit dans le quartier du centre, le noyau commercial de la rue au bois ou à Stockel,
quelle ne fut pas ma surprise d'apprendre le mois dernier dans la bouche de citoyens et de commerçants que des éléments de décorations de Noël logiquement placées dans les rues aux mois de novembre/décembre s'y trouvaient encore jonchant parfois le sol posant des problèmes de sécurité.
Depuis lors, ont elles été enlevées ?
Pourquoi sont elles restées aussi longtemps ?
Quel a été le problème en amont pour qu'on les retrouve encore dans l'espace public au mois de mai ?
D'autres problèmes de ce type sont ils à signaler ?
Qu'allez vous mettre en place pour que cela n'arrive plus ?" ;
- 2 la réponse qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, Bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26 06.2018/A/0051 **CC - Interpellation - "Bilan de la majorité en matière de gouvernance" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Bilan de la majorité en matière de gouvernance"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

- 1 l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée et à laquelle se joint M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal :
"Monsieur le Bourgmestre,
Nous voici quasiment un an jour pour jour après le scandale du Samu Social L'occasion idéale me semble-t-il, pour faire le bilan de la Majorité en matière de gouvernance sous cette mandature.
A cet égard, ce n'est pas sans émotion que je relis votre note de politique générale.
Le premier chapitre s'intitule « Woluwe un modèle de gouvernance.» La

nouvelle majorité se veut un modèle de gouvernance travail en équipe, transparence éthique, consultation de la population, participation citoyenne, évaluation des politiques et respect de l'opposition seront les principes moteurs de notre action au quotidien ».

Et plus loin « la Majorité s'engage à respecter les règles relatives à la publicité, la transparence et la motivation des décisions publiques »

Il y a un an, vous aviez également annoncé dans la presse, avec vos collègues au parlement une véritable « tornade éthique » en matière de gouvernance, suscitant l'espoir de milliers de Bruxellois.

Alors aujourd'hui, où en sommes-nous ?

Sans doute l'opposition pourrait-elle être suspectée de partialité, s'agissant du bilan de la majorité.

C'est pourquoi il me semble plus éclairant pour répondre à cette question de s'appuyer sur l'analyse de Transparencia, ce groupement citoyen soucieux de garantir une bonne gouvernance sur l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et qui gère actuellement 793 demandes auprès de 1132 autorités publiques, tous partis confondus.

Que nous dit Transparencia ?

Le dernier baromètre relatif à la transparence des communes bruxelloises indique que nous sommes les quatrièmes au classement en matière de transparence des mandats et mandats dérivés. Ce que le baromètre ne nous dit pas, c'est qu'il aura littéralement fallu 10 mois de forcing entre la demande initiale de juillet 2017, et la communication des informations en avril 2018.

Le second baromètre, lié à la transparence dans la composition des cabinets, nous classe quinzième sur 19.

Je voudrais, à titre de comparaison, relever certaines initiatives prises dans d'autres communes.

Ainsi, la ville de Mons a-t-elle décidé de mettre tous les dossiers communaux en ligne pour la population.

A la ville de Bruxelles, un onglet « transparence » a été créé, dans lequel toutes les réponses aux utilisateurs de Transparencia sont publiées. Il en est de même chez nos voisins, à Woluwe-Saint-Lambert.

A Etterbeek, un onglet « transparence » a été créé afin de publier tous les inventaires amiante des écoles en ligne.

A Ixelles encore, cet onglet « transparence » fournit l'accès à une centaine de documents

Et nous, Monsieur le Bourgmestre, où en sommes-nous ?

Laquelle de ces initiatives avons-nous prises, pour faire de Woluwe-Saint-Pierre un modèle de transparence et de gouvernance ?

Réponse : aucune.

Nous, à WSP, nous nous obstinons à correspondre exclusivement par mail. Pour quelles raisons ? Aurions-nous quelque chose à cacher concernant notamment la conformité de nos écoles ou la gestion du réaménagement de la place Dumont ? Ne serions-nous pas fiers autrement de voir nos résultats publiés via Transparencia, comme à Boitsfort, Etterbeek, Woluwe St Lambert, Bruxelles Ville et Ixelles ?

Que diriez-vous à votre enfant, s'il vous ramenait un bulletin pareil à la maison ?

Car enfin, que peut-on objectivement reprocher à Transparencia ? N'est-ce pas une demande ultra-légitime de la part des citoyens de pouvoir accéder aux décisions et aux informations qui les concernent au premier chef, eux et leurs

familles ?

De quels arguments disposons-nous, lorsque l'on se dit soucieux de transparence, pour ne pas mettre en œuvre ces différentes initiatives qui relèvent simplement du bon sens, tout au long de la mandature ?

Pourquoi n'avons-nous pas –pour reprendre vos propres mots, *osé le meilleur* en matière de gouvernance ?

Et enfin, laquelle de ces différentes mesures que je viens de mentionner, ne comptez- vous pas prendre le cas échéant pour la prochaine mandature, et pour quelles raisons ?" ;

2. la réponse qui leur est donnée par M. Benoit CEREXHE, Bourgmestre ;
3. de même que l'intervention de M. Georges DALLEMAGNE, conseiller communal.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

26.06.2018/A/0052 **CC - Interpellation - "Engagements de Woluwe-Saint-Pierre en matière d'accueil des migrants" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Engagements de Woluwe-Saint-Pierre en matière d'accueil des migrants"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;

ENTEND .

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée .

"Monsieur l'Echevin,

Nous vivons dans un monde étonnant, dans lequel certains pays occidentaux séparent les enfants migrants de leurs parents et les mettent dans des cages D'autres les placent en centre fermé. D'autres encore se mettent à recenser les Roms.

Mon intention ici n'est pas d'évoquer la politique internationale ou fédérale, mais de nous centrer sur les engagements de WSP, en matière d'accueil des migrants.

Nous avons en effet adopté le mois dernier une motion très claire, nous engageant à accueillir les migrants de manière digne sur le territoire de notre commune.

Dans ce contexte Monsieur l'Echevin, vous vous êtes engagé à rechercher un lieu d'hébergement d'une quinzaine de lits, pour contribuer à l'effort global de la Région bruxelloise en la matière, tout comme Boitsfort ou Ixelles.

Une piste semble avoir été suivie . il s'agit de la Fraternité du Bon Pasteur, à côté de l'Ichec, rue au Bois. Mais cette piste ne concerne que 4 lits ; et quatre lits, c'est fort peu pour une commune de 41.513 habitants. Par ailleurs, les citoyens de la commune qui gèrent cette initiative ont demandé l'accès au Wolubus pour l'organisation du retour, la mise à disposition d'un article 60 pour l'aide à la remise en ordre, une aide pour le linge ainsi que pour le Wi-Fi. Ma question est la suivante :

Avez-vous l'intention d'augmenter le nombre de lits proposés ?

Que compte faire notre commune pour répondre à cette demande émanant des citoyens solidaires ?" ,

2. la réponse qui lui est donnée par M. Christophe DE BEUKELAER, échevin, et

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

26 06.2018/A/0053 **CC - Interpellation - "Organisation de la retransmission des matchs de la coupe du monde" (Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Organisation de la retransmission des matchs de la coupe du monde"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée et à laquelle se joint M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal ·

"Monsieur le Bourgmestre,

Nous avons la joie de pouvoir vivre les matchs de la coupe du monde en direct de la place Dumon.

Ceux qui voient jouer les diables rouges plus précisément.

C'est un moment de fête et de cohésion nationale assez extraordinaire

Cette interpellation est l'occasion de mieux comprendre la participation communale à cet événement.

Le journal la Dernière heure rapportait dernièrement une participation de 30.000 euros.

Est-ce correct ? De quoi s'agit-il exactement ?

De quel type est la convention passée avec l'organisateur ?

Combien paye exactement la commune au total ?

Concernant la sécurité police d'une part, prévention d'autre part ?

Combien en termes d'ouvriers communaux ?

Comment donner ce chiffre ne connaissant pas jusqu'où va aller la Belgique dans le tournoi ?" ;

2. la réponse qui leur est donnée par M. Benoit CEREXHE, Bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.06.2018/A/0054 **CC - Interpellation - "Verres en plastique lors des matchs de la Belgique sur la place Dumon" (M. Aymeric de LAMOTTE)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Verres en plastique lors des matchs de la Belgique sur la place Dumon"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal ;

ENTEND :

- 1 l'interpellation de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé et à laquelle se joint Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ·

"Monsieur le Bourgmestre,

Certains habitants étaient interpellés à la fin du match des Diables le 18 juin dernier par la très grande quantité de verres de plastique qui jonchait la place Dumon. Après un tel moment de liesse populaire, il est inévitable que la place

soit sale, et je ne condamne personne pour cela Je me demandais simplement s'il serait encore possible de mettre en place une alternative tel des gobelets réutilisables - ou autre - pour les matchs qui suivent ? Ayant tous connaissance de l'impact extrêmement négatif du plastique sur l'environnement, il serait bon de tout mettre en œuvre pour limiter son utilisation." ;

2. la réponse qui leur est donnée par M Benoit CEREXHE, Bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26 06.2018/A/0055 **CC - Interpellation - "La malpropreté causée par la prolifération des oies Bernache du Canada et des ouettes d'Egypte" (M. Aymeric de LAMOTTE)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "La malpropreté causée par la prolifération des oies Bernache du Canada et des ouettes d'Egypte"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Madame l'Echevine de l'Environnement,
Madame Lhoir,

J'ai été interpellé par plusieurs citoyens qui sont très préoccupés par la dégradation de certains espaces verts à Woluwe-Saint-Pierre en raison de la prolifération des oies Bernache du Canada et des ouettes d'Egypte. En effet, les déjections de celles-ci salissent considérablement les sentiers qui strient nos espaces verts, particulièrement les sentiers autour des Etangs Mellaerts (cf. photo ci-dessous) Vous constaterez par vous-mêmes que ces sentiers deviennent presque impraticables.

Un des citoyens a interpellé le cabinet de la ministre Céline Fremault qui lui a répondu que « *Bruxelles Environnement prévoit des plans de lutte pour limiter ces populations* ».

Cette réponse me paraît trop vague au regard du problème considérable que pose la présence de ces oiseaux. A tout le moins, il est en effet impossible de croire que le nettoyage de ces sentiers soit renvoyé aux calendes grecques.

Dès lors, je me permets de vous adresser plusieurs questions :

Quel est le pouvoir d'intervention de la commune sans accord spécifique de la Région ? La commune pourrait-elle entreprendre une démarche spécifique auprès de la Région pour que celle-ci accélère son intervention ? Ceci tant pour, à court terme et fréquemment, assurer le nettoyage des sentiers, qu'à long terme, agir concrètement pour limiter la présence de ces espèces considérées comme invasives " ;

2 la réponse qui lui est donnée par Mme Caroline LHOIR, échevin

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING